

Barrie M. Ratcliffe

## **Lieux en images - lieux imaginés à Paris au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle : déconstruction de photographies anciennes de la Montagne Sainte- Geneviève ; reconstruction d'espaces vécus**

---

### **Avertissement**

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

**revues.org**

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

---

### Référence électronique

Barrie M. Ratcliffe, « Lieux en images - lieux imaginés à Paris au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle : déconstruction de photographies anciennes de la Montagne Sainte-Geneviève ; reconstruction d'espaces vécus », *Revue d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle* [En ligne], 26-27 | 2003, mis en ligne le 19 février 2008, Consulté le 11 février 2012. URL : <http://rh19.revues.org/index734.html> ; DOI : 10.4000/rh19.734

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848

<http://rh19.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://rh19.revues.org/index734.html>

Document généré automatiquement le 11 février 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Barrie M. Ratcliffe

## Lieux en images – lieux imaginés à Paris au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle : déconstruction de photographies anciennes de la Montagne Sainte-Geneviève ; reconstruction d'es- paces vécus

Pagination de l'édition papier : p. 17-64

- 1 Notre société considère la vue comme le plus fiable de nos sens. Cet « oculo-centrisme » de notre culture est d'ailleurs bien illustré par divers aphorismes que nous utilisons quotidiennement : « voir, c'est croire » ou encore « je ne le croirai que lorsque je le verrai ». Afin d'exprimer à notre interlocuteur que nous avons compris un énoncé, nous disons « je vois ». La vue est assimilée à la compréhension et à la connaissance ; nous disons de ceux qui bénéficient de ces facultés qu'ils jouissent de « clairvoyance », alors que ceux qui en sont dénués sont des gens dits « de courte vue »<sup>2</sup>. Il convient donc d'affirmer que l'image est notre moyen de communication dominant. Son omniprésence dans les médias imprimés et électroniques, dans nos vies, fait qu'elle ne se limite pas à être un « miroir » de notre monde (dans la mesure où cela est vrai) mais bien qu'elle contribue à sa construction.
- 2 Nombre de ces images sont photographiques. La caméra, qui par sa lentille semble reproduire l'action de l'œil humain et ce qu'il voit, est généralement perçue comme un révélateur de vérité. L'utilisateur de la caméra pointe son objectif et appuie sur un bouton, produisant ainsi un texte apparemment anonyme. En conséquence, les photographies sont réputées être des copies du monde réel n'ayant pas été l'objet de médiation : « une image, dit-on, vaut mille mots ». La crédibilité dont elles jouissent et leur facilité d'utilisation les ont rendues omniprésentes en tant que témoignages : comme pièces d'identité, comme preuves à la cour de justice, dans les rituels sociaux.
- 3 Les photographies semblent par ailleurs préserver des fragments du passé qu'elles nous restituent intacts et, depuis l'invention du procédé et ses rapides perfectionnements au XIX<sup>e</sup> siècle, les historiens ont ainsi pu compter sur un corpus d'images constamment enrichi. Ils ne leur ont généralement prêté que peu d'attention et lorsqu'ils les ont utilisées, ce fut principalement dans un rôle auxiliaire, subordonné à l'écrit, afin d'illustrer, d'appuyer, ou plus simplement de diviser un texte. Cela est vrai des historiens des villes comme des autres. Pourtant, dès le départ, les photographes ont tenté de capter la ville en pleine croissance et d'en saisir le sens.
- 4 S'il existait des photographies de lieux publics du Paris du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, et plus particulièrement encore, de lieux publics où dominent les classes populaires, les historiens en seraient très reconnaissants. En effet, les spécialistes de cette période de l'histoire de la capitale française sont confrontés à un manque cruel de sources, et notamment en ce qui concerne les sept-dixièmes de la population parisienne que constituent les classes populaires. D'une part, les incendies qui marquèrent la fin de la Commune de Paris de 1871 ont détruit la plupart des documents conservés dans les différents dépôts d'archives municipaux. Ainsi, les rares paroles de ces « sans voix » prononcées dans les rues et consignées dans les carnets de notes des agents de police, de même que les transcriptions de leurs témoignages à la cour, dont certains historiens ont su tirer profit pour d'autres périodes et d'autres villes, sont à jamais perdues<sup>3</sup>. D'autre part, en l'absence de récits de vie, par exemple, ou de lettres adressées à des proches par des migrants installés à la ville, les sources à notre disposition concernant les classes populaires sont essentiellement composées du témoignage d'observateurs issus du monde des élites dont les propos nous sont parvenus.

- 5 Les historiens peuvent néanmoins se réjouir de l'existence d'une riche collection de clichés de la capitale française, saisis pendant le troisième quart du XIX<sup>e</sup> siècle, que leur a léguée en héritage Charles Marville, un photographe de l'époque. Ce corpus d'images présente incontestablement de grands avantages et ce, en premier lieu, en raison de son ampleur : Marville a en effet légué à la postérité plus de huit cents photographies<sup>4</sup>. Deuxièmement, le photographe a usé du procédé novateur au collodion humide sur plaques de verre, procédé qui produit des images d'une grande clarté et qui, par surcroît et contrairement aux daguerréotypes qu'elles remplacent, peuvent être reproduites. Troisièmement, en ne représentant pas les monuments et la topographie pittoresque de la ville, ces photographies sont en rupture avec la rhétorique visuelle dominante de l'époque. Il s'agit plutôt d'une représentation du projet d'urbanisme du Baron Haussmann et de Napoléon III qui fut la plus ambitieuse entreprise de remodelage urbain avant que les bombes de la Seconde Guerre mondiale et les bulldozers des années 1950-1960 ne dévastent les centre-villes comme jamais auparavant.
- 6 Cette représentation se divise en trois parties complémentaires qui confèrent à l'ensemble son sens et sa valeur. D'abord, Marville a photographié les excavations pratiquées pour le passage des nouvelles voies. Puis, il fit systématiquement des clichés des réalisations de cet urbanisme du Second Empire. Il prit ainsi des images des nouvelles installations – réverbères, urinoirs, fontaines, abris d'omnibus et kiosques à journaux. Il pointa son objectif sur le paysage des nouveaux parcs que les urbanistes envisageaient comme les futurs poumons de la ville. Mais surtout, il tenta de fixer sur plaques de verre les grandes perspectives ouvertes par le percement des nouveaux boulevards rectilignes avec leur chaussée toute neuve et leurs façades uniformes qui allaient s'aligner avec élégance. Marville n'a toutefois pu capter que l'état préliminaire du décor de ce qui deviendra le spectacle du Paris bourgeois. L'éclosion complète de cette « phantasmagorie » (pour reprendre le mot proposé par Benjamin) devait attendre la maturité des arbres plantés, l'achèvement des grands édifices et l'ouverture de magasins, de boutiques et de cafés luxueux.
- 7 Ces deux volets de son corpus ne sont toutefois pas les plus marquants : ce sont plutôt les clichés de toutes les rues du centre-ville qui allaient bientôt disparaître pour faire place aux nouvelles voies qui ont fait la renommée de Marville. Ces arrêts sur image, saisis entre ce qui avait été et ce qui ne serait bientôt plus, ont gravé une représentation dans nos consciences car l'objectif de sa caméra, tel un doigt accusateur, pointait ces rues qui apparaissaient comme l'antithèse de ce qui les remplacerait sous peu. Là où les boulevards étaient lumière, elles étaient obscurité. Là où les unes offraient de vastes panoramas, les autres étaient visuellement des culs-de-sac. Là où les unes étaient larges et bien pavées, les autres étaient inégales et tortueuses. Alors que les boulevards étaient la solution aux prétendus maux de la ville, ces vieilles rues en étaient la cause. Ce sont ces sombres images des anciennes rues de Paris – rues qu'un observateur contemporain comparait aux chemins tortueux que se fraient les insectes pour atteindre le cœur d'un fruit<sup>5</sup> – que les chercheurs ont le plus souvent utilisées. Il importe toutefois de savoir que cette utilisation a été faite, en général<sup>6</sup>, sans la moindre critique, en tenant pour acquis que ces images reflétaient tout simplement la réalité.
- 8 Nous soutiendrons qu'il convient d'adopter une approche plus critique<sup>7</sup> dans la lecture des photographies de Marville, et plus particulièrement de celles du Paris dit pré-haussmannien. Dans d'autres disciplines – en anthropologie et en théorie post-coloniale par exemple – les chercheurs ont commencé à mettre en œuvre une approche iconoclaste – *stricto sensu* – de l'utilisation de la photographie comme témoignage<sup>8</sup>. Dans leur lecture de l'iconographie, il serait donc plus que temps pour les historiens de faire usage d'un outillage critique comparable à celui qu'ils déploient pour la lecture des sources écrites<sup>9</sup>. Ce faisant, nous démontrerons d'abord que les photographies de Marville ne reflètent pas la réalité. Dans un deuxième temps, nous tenterons de pousser plus loin l'analyse. Même si nous avons été influencés par les approches critiques aux textes culturels, nous n'en demeurons pas moins assez essentialistes pour croire qu'il existe une réalité derrière nos représentations. Nous tenterons donc de regarder au-delà des plaques de verre de Marville et essayerons d'entrevoir l'espace vécu dans celles de ces rues vouées à la démolition qui semblent, à première vue, les plus pauvres et les

plus sombres. Le secteur que nous avons choisi de scruter comporte six rues contiguës situées sur le pauvre et densément peuplé versant nord de la Montagne Sainte-Geneviève, rive gauche, dans le XII<sup>e</sup> arrondissement ancien (V<sup>e</sup> arrondissement nouveau). Ce secteur, dans le discours des élites d'alors, dans les photographies de Marville, de même que dans l'historiographie, incarne le symbole même de l'état de délabrement et d'insalubrité des anciens immeubles et des rues tortueuses qui donnent asile à l'Autre, au dangereux <sup>10</sup>.

- 9 Nous poursuivons ici trois objectifs. Le premier consiste à illustrer, pour le Paris du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, ce que d'autres ont établi pour les villes contemporaines postmodernes, à savoir l'omniprésence de représentations nullement innocentes de l'espace urbain, représentations qui devraient être contestées plutôt qu'acceptées. Le second vise à démontrer que les photographies de la ville, comme les photographies en général, sont des constructions et non les fidèles miroirs de la réalité que nous voudrions qu'elles soient. Enfin, et c'est là le plus important, nous cherchons à soulever un coin du voile de silence qui recouvre la réalité vécue de celles et de ceux qui ne peuvent parler à la première personne, dont l'identité a été expropriée en même temps que leurs rues, et dont la mémoire s'est effacée alors que s'écroulaient, sous le pic des démolisseurs, les immeubles où ils vivaient.

### Démolition de rues ; déconstruction d'images

- 10 La cote de crédibilité, en tant que témoignage factuel, accordée aux photographies faites par Marville des rues du Paris dit pré-haussmannien – un statut inaccessible à tout document écrit – découle de leur lien empirique apparent avec la réalité. Elle provient de l'extraordinaire clarté hallucinante de ses clichés.
- 11 Afin de démontrer que ces images ne sont pas innocentes et que nos réactions à leur vue viennent teinter notre manière de les regarder, nous développerons ici deux arguments. Le premier se fonde sur le fait que même si, dans le langage courant, nous disons « prendre » des photographies, celles-ci sont en réalité fabriquées. Nous montrerons que ces images sont des constructions artistiques, que Marville ne se limite pas à transcrire, mais qu'il inscrit ; qu'il ne se limite pas à enregistrer, mais qu'il écrit. Le second argument consiste à dire que si nos yeux ne nous trompent pas lorsque nous regardons ces images, il n'en va pas nécessairement de même de notre esprit. Nous tenterons donc d'expliquer que nous saisissons ces images à travers des schémas qui nous ont été transmis et qui influencent ce que nous croyons voir.
- 12 Trois voies d'analyse nous permettront de découvrir comment et pourquoi ces images sont codées. La première consiste à poser sur elles un regard critique. En surface, nous pouvons voir ces rues étroites, ces façades d'immeubles inégales. En scrutant plus minutieusement, nous pouvons chercher à percevoir ce qu'elles révèlent sans le vouloir : Marville voulait montrer la décrépitude et l'agonie, mais un examen plus approfondi révèle des traces de vie, qu'il s'agisse des voitures à bras, omniprésentes dans la ville à l'époque, ou encore des plantes et des rideaux aux fenêtres <sup>11</sup>. En poussant encore plus loin l'analyse, nous pouvons nous demander ce qui a été gommé dans ces photographies, car comme dans n'importe quel texte, ce qui en est absent est tout aussi significatif que ce qui y apparaît. Les images de Marville laissent évidemment de côté ce que la photographie ne peut capter, les forces qui sous-tendent les usages auxquels sont voués les immeubles et les rues : les dynamiques urbaines du changement, le marché de l'habitation, les propriétaires <sup>12</sup>. L'absence remarquée toutefois, demeure celle des classes populaires qui habitent ces rues et ces immeubles. En somme, Marville n'a photographié que des natures mortes, un espace urbain sans vie urbaine <sup>13</sup>. Deux éléments pragmatiques peuvent contribuer à expliquer cette absence. Le premier est qu'il n'était pas du mandat de Marville – comme nous le verrons, il était employé par la Ville – de représenter la vie urbaine, mais seulement les rues condamnées à disparaître. Le second réside dans l'insensibilité à la lumière des composés chimiques utilisés, qui obligent à des temps d'exposition trop longs pour pouvoir croquer les mouvements sur le vif ; sur certaines de ces photographies, des personnes en mouvement apparaissent, certes, mais sous la forme de traînées vaporeuses. Nous ne pouvons déterminer si ces éléments à eux seuls suffisent à justifier cette absence sinistre, mais il convient de rappeler que d'autres photographes de l'époque ont utilisé des procédés à temps d'exposition plus court et ont photographié la vie des rues <sup>14</sup>. Il faut par ailleurs noter qu'à

l'exception d'une longue tradition pittoresque d'images des petits métiers de la rue, les élites ne représentaient pas les classes populaires dans leurs lithographies<sup>15</sup> ou leurs photographies<sup>16</sup>, et que cette absence est symptomatique d'une indifférence à l'égard du destin de celles et de ceux que l'on expulsait de ces vieilles rues alors qu'on les démolissait et pour qui, bien évidemment, aucune mesure de relogement n'était prévue ni même envisagée.

- 13 C'est toutefois en adoptant un autre angle d'approche, en se plaçant derrière la caméra de Marville, que l'on saisit le mieux le sens de ses images. Elles n'étaient pas destinées à nourrir des souvenirs nostalgiques<sup>17</sup> : il s'agissait plutôt d'outils dans le cadre d'un projet d'urbanisme<sup>18</sup>. Deux types de preuves soutiennent cette affirmation. D'un point de vue externe, des indices tendent à démontrer que la tâche de Marville consistait à justifier les démolitions. La Ville semble effectivement lui avoir confié plusieurs mandats à partir de 1858, celui-ci se révélant être l'un d'entre eux<sup>19</sup>. Ses photographies visaient à montrer que rien de ce qui allait être démolit n'avait la moindre valeur. D'un point de vue interne, les indices sont encore plus probants. Le cadrage et la perspective restent les mêmes pour toutes les photographies : la plaque indiquant le nom de la rue y est toujours présente. Les clichés ont été saisis très tôt le matin, avant même que les rues ne s'éveillent et ne prennent vie, au moment le plus propice pour illustrer un espace urbain ne méritant rien de mieux que le pic des démolisseurs. Il semble bien aussi – les plaques de verre ne comportent pas de datation – qu'il ait pris ses clichés à la veille de l'expropriation des immeubles en 1866 quand plusieurs bâtiments avaient déjà été démolis et des habitants et commerces abandonné les lieux. Mais plus encore, ses images sont composées avec artifice<sup>20</sup>. En choisissant de travailler si tôt le matin, Marville s'assurait que les rayons du soleil frappent les immeubles avec un angle tel que les irrégularités de leurs façades se trouvaient mises en évidence. La faiblesse de la lumière matinale soulignait quant à elle le caractère obscur et menaçant de ces rues. L'angle de la caméra accentuait la hauteur des édifices, l'étroitesse des rues et l'inégalité du pavage, avec ses rigoles insalubres. Enfin en adoptant une perspective décentrée, Marville suggérait que ces rues ne menaient nulle part et constituaient donc des obstacles à la circulation. En somme, ces images se voulaient l'expropriation visuelle justifiant et précédant la démolition pure et simple.
- 14 Comme tout autre artefact culturel cependant, ses images de rues pré-haussmanniennes ne prennent toute leur signification que dans la mesure où – et c'est là notre troisième voie d'analyse – le regard qu'on y jette est conforme à celui auquel elles étaient destinées : c'est-à-dire dans le contexte des croyances et du savoir de l'époque. Au cours des décennies qui ont précédé le moment où Marville pointait sa lentille sur ces rues vouées à la disparition, les discussions à propos des quartiers les plus défavorisés et de leurs habitants se sont intensifiées parmi les élites et ce, de deux manières. D'une part, les conditions de logement, mais surtout les comportements des plus démunis parmi les classes populaires devinrent l'objet d'une inquiétude croissante. De nouvelles disciplines – la science de l'hygiène, la statistique, la criminologie – vinrent conférer une plus grande crédibilité à l'hypothèse selon laquelle les habitations densément peuplées et de faible qualité avaient un impact dangereux, non seulement sur la santé, mais aussi sur les comportements de ceux qui y vivaient. Cette hypothèse a d'ailleurs été reprise par des journalistes et des romanciers qui se lancèrent alors dans l'exploration de ces quartiers populeux qui étaient devenus, croyait-on, de lointaines contrées étrangères<sup>21</sup>. D'autre part, les principales théories sur la propagation des maladies soulignaient encore plus qu'auparavant la portée des facteurs environnementaux alors que les statistiques recueillies et publiées à cette époque comme jamais auparavant révélaient des taux de mortalité différentielle<sup>22</sup> et semblaient indiquer que ceux et celles qui se trouvaient contraints de vivre dans les zones d'habitat délabré étaient en réalité imprévoyants et intempérants, – ceux, en somme, que Haussmann qualifiait de « nomades » et dont les mœurs se voyaient corrompues par leurs conditions de vie dans ces immeubles froids, humides et sombres. Dans le cadre de cette reconstruction discursive présentant les vieilles rues comme un danger pour la santé et les comportements, de même que pour l'avenir de la ville elle-même, les photographies de Marville jouaient un rôle de pièces à conviction.

15 Afin de saisir à quel point ces images sont davantage des constructions que des miroirs de la réalité, il nous faut garder à l'esprit qu'il s'agit assurément de regards posés de l'extérieur, mais aussi tenir compte de deux autres éléments. Le premier est que malgré tous leurs efforts, les élites n'ont pu prouver leurs assertions, ni quant au lien supposé entre maladie et environnement, ni quant à l'impact des conditions de logement sur les comportements. Les théories médicales de l'époque qui attribuaient l'origine des maladies aux miasmes – infimes particules émanant de la matière en putréfaction ou de l'eau stagnante et qui s'infiltraient dans le corps par les voies respiratoires – ne pouvaient être confirmées, faute de moyens techniques, et étaient de toute façon erronées<sup>23</sup>. Il en allait de même de leurs affirmations sur les comportements. À cette époque, comme à d'autres, les données disponibles sur la déviance et la dépendance envers l'assistance publique, qui étaient interprétées comme des indices de désordre et de mœurs dissolues, demeuraient incomplètes et les méthodes d'analyse insuffisamment étoffées pour garantir des résultats exempts d'ambiguïtés.

16 Le second élément est peut-être encore plus important : le discours que tiennent les élites sur l'Autre rend moins compte des mutations au sein de ces zones d'habitat à bas prix densément peuplées et chez leurs habitants – quoique la population de Paris ait doublé entre 1831 et 1861 – que des changements d'attitude chez les élites elles-mêmes<sup>24</sup>. Cachées derrière leur caméra ou leur texte, elles stigmatisent l'Autre en se prétendant porteuses d'un point de vue universel et de l'expression du bon sens. Nous savons toutefois qu'en devisant sur l'Autre, la personne qui s'exprime ne peut s'empêcher d'en révéler autant sinon plus à propos d'elle-même que sur l'objet prétendu de son discours<sup>25</sup>. Ainsi, l'ombre menaçante que projetaient, selon les élites, ces immeubles surpeuplés incarnait, en partie du moins, une métaphore de la Révolution, des insurrections et des barricades qu'elles avaient subi jusqu'ici et qui pouvaient vraisemblablement réapparaître, notamment si les habitants de ces logements voyaient leurs mœurs se corrompre encore davantage et si cette corruption gagnait d'autres couches des classes populaires. De même, les inquiétudes quant à la maladie exprimaient pour une part la crainte que des épidémies ne se répandent dans les quartiers prospères de la ville : les assauts récents du choléra avaient non seulement révélé qu'on ne pouvait les prévenir, mais aussi l'impossibilité de circonscrire la maladie aux zones de forte mortalité. Plus que tout cependant, ces discours sur l'Autre reflétaient l'accroissement de l'écart culturel entre les élites et le reste de la population, un fossé creusé par les premières bien plus que par les classes populaires. Les élites renforçaient leur sentiment identitaire et leur fatuité en usant d'un procédé d'inversion symbolique par lequel elles se représentaient ceux qui vivaient dans les zones d'habitat à bas prix et à forte densité comme leur antithèse : là où elles faisaient preuve de critères moraux élevés, d'autodiscipline et de rationalité dans leurs comportements, l'Autre était hédoniste, indiscipliné et irresponsable<sup>26</sup>. Du même coup, cette identité et ces attitudes se modifiaient. Ce que l'on a récemment appelé le repli sur le privé (*privatism*)<sup>27</sup> – l'importance accordée au domicile en tant que refuge dans un monde public dangereux, y compris les rues<sup>28</sup>, et son corollaire soit la préoccupation de paraître en public comme une personne disciplinée – de même qu'une plus grande sensibilité à l'égard de l'hygiène corporelle<sup>29</sup> et des odeurs<sup>30</sup> eurent en effet un impact sur l'attitude des élites envers les vieilles rues.

17 Constructions habiles, les photographies de Marville ne sont donc pas innocentes : elles sont un élément constituant de cette identité imposée par les élites aux vieilles rues et à ceux qui les fréquentent. Avant de laisser de côté ces images et de pouvoir jeter un nouveau regard sur ce secteur prétendument obscur de la capitale française, il nous faut néanmoins procéder à une autre déconstruction : il s'agit de mettre au jour les schémas de compréhension qui nous ont été transmis et qui peuvent interférer à la vue de ces images. Il nous faut rester conscients que nous formons une communauté d'observateurs hors du cadre temporel qui était celui de Marville. Pourquoi rappeler une telle évidence ? Il y a à cela deux raisons. La première est qu'une photographie est une image fixe mais que les réactions qu'elle provoque sont en mouvement. Par sa faible capacité narrative, elle nous invite à user de notre imagination et, en cela, le photographe ne peut contrôler les réactions que provoque son œuvre<sup>31</sup>. Cela étant, de multiples lectures d'une même image peuvent être effectuées, variant selon le genre,

l'âge ou l'idéologie de l'observateur<sup>32</sup>. Par exemple, alors qu'aujourd'hui plusieurs de nos contemporains éprouvent un sentiment de perte des liens communautaires, de deuil face à la démolition d'immeubles anciens ou de centre-villes, l'immobilité des images de Marville peut facilement nourrir la nostalgie de ces dépossessions. Nous pouvons discerner dans les images de ces rues un côté vieillot et pittoresque qui invite à la revitalisation, à la re-colonisation – ce qu'on appelle en anglais la *gentrification* – par les mieux nantis. La nostalgie se transforme en désir de possession.

- 18 Ceci nous conduit à l'autre considération, probablement plus significative encore. Notre imagination ne jouit pas d'une complète liberté car nous ne voyons les photographies qu'à la lumière de schémas acquis. Tel que nous le rappelait un chercheur, il y a déjà longtemps, « on ne voit que ce que l'on connaît ou du moins ce que l'on peut intégrer à un système cohérent<sup>33</sup> ». Ainsi, l'aphorisme selon lequel « voir c'est croire » pourrait trouver ses termes inversés : « croire c'est voir ». Nous devons en conséquence bien nous garder de ces schémas préconçus<sup>34</sup>. Deux exemples peuvent illustrer comment ces schémas risquent d'influencer notre perception des photographies de Marville. Le premier concerne notre vision des rues, vision que de nos jours l'on acquiert en général dans la sécurité et le confort relatifs d'une automobile. Nous sommes incités à les considérer comme des voies de déplacement<sup>35</sup> plutôt que dans leur fonction de lieux de sociabilité où l'on peut s'arrêter et s'attarder. Il se peut bien que nous les considérions comme étant potentiellement dangereuses, davantage jungles que théâtres, mélange dangereux de pur et d'impur, de respectable et d'irrespectueux, de bourgeois et de va-nu-pieds. Ce regard est non seulement tributaire d'une longue tradition de contestation de l'espace public dans le discours occidental sur la ville, mais il nous faut aussi y lire l'effet de changements technologiques et culturels plus récents ayant relégué à la sphère privée nombre d'activités jadis publiques. Un second exemple réside dans le vocabulaire dont nous avons hérité et par lequel nous désignons les centre-villes, les zones d'habitation à bas prix et à forte densité de population, de même que les gens qui y vivent. L'usage de ces mots, qui nous parviennent chargés de significations accumulées, nous conduit davantage à forger des réalités plutôt qu'à simplement les désigner. Il n'est nul besoin de s'y arrêter longuement pour découvrir que ces mots sont bien plus que simplement descriptifs : taudis et ghettos<sup>36</sup>, garnis sordides et asiles de nuit, lumpenprolétariat, sous-classe urbaine et quart-monde. Un pas important à franchir en examinant les photographies de Marville pourrait consister à « oublier le nom des choses que l'on voit », comme le disait Paul Valéry à la vue des œuvres de Degas<sup>37</sup>.
- 19 Ceci ne constituerait néanmoins qu'un premier pas car ces mots si chargés de sens ne flottent pas hors de toute attache : ils sont les matériaux d'une représentation particulièrement tenace de la vie des zones urbaines défavorisées. Pour qui part à la recherche de la réalité vécue au nord de la Montagne Sainte-Genève, une bonne boussole indiquera que la meilleure piste pour s'y rendre passe par des recherches récentes sur les villes d'hier et d'aujourd'hui, recherches qui ont sérieusement remis en cause les anciens paradigmes. Il ne s'agit pas ici de conclure à l'émergence d'un nouveau consensus auquel tous adhèreraient – telle n'est pas la nature de la recherche scientifique. Cependant, cela signifie que nous avons échappé à l'emprise du discours misérabiliste qui a si longtemps dominé les études en la matière<sup>38</sup>. Ces études récentes nous convient à réexaminer trois facettes de la vie de ces centre-villes : la nature de ces zones densément peuplées et à loyers à bas prix ; les conditions de vie prévalant dans les logements malsains et les taudis ; les gens qui y vivent. En ce qui concerne les taudis et les bidonvilles, trois constats s'imposent. Tout d'abord la thèse écologiste, selon laquelle l'habitat façonne les mœurs de ceux qui y vivent, ou encore selon laquelle les formes urbaines nous forment et parfois nous déforment, est trop simpliste. On observe en effet que même les personnes très défavorisées jouissent d'une beaucoup plus grande capacité à modeler leur propre vie que nous ne l'avions cru. Ensuite, les études sur les bidonvilles d'aujourd'hui et sur les taudis d'hier semblent indiquer que plutôt que symboles d'échec, ces zones d'habitation pourraient bien être des signes de réussite de même que des indices d'une croissance urbaine dynamique et constituer en elles-mêmes des communautés et des économies solides. Finalement, ces recherches ont démontré que de tels secteurs présentent des avantages pour leurs habitants :

renseignements sur les possibilités d'embauche, petits commerces adaptés à leurs besoins et à leurs budgets et logements à bas prix que recherchent, par exemple, les migrants temporaires. En effet, la stratégie de ces derniers ne consiste pas à s'installer à demeure dans la ville mais plutôt à tirer profit des possibilités qu'elle offre afin d'accumuler des économies, si modestes soient-elles. Ainsi, plusieurs parmi la population de ces zones ne s'y retrouvent pas par la contrainte, mais bien parce qu'ils l'ont choisi.

20 Il nous faut par ailleurs reconsidérer la surpopulation<sup>39</sup>, la saleté et les odeurs, non pas pour les nier mais simplement pour souligner que les commentaires à cet égard ne proviennent pas des résidents mais bien de personnes étrangères à ces zones, venues scruter les environs, avec anxiété, le nez résolument enfoui dans un mouchoir. Rien n'est de surcroît plus difficile que de nous départir de notre ethnocentrisme et de la croyance selon laquelle nos sensibilités à l'égard de la saleté et des odeurs sont universellement partagées. En effet, celles-ci demeurent davantage culturelles que naturelles<sup>40</sup>. Les observateurs de jadis, dont les manières de voir se modifiaient, ont vraisemblablement cru que leurs sensibilités avaient une valeur universelle. Rien ne nous porte cependant à croire que l'habitus ou les sensibilités olfactives des classes populaires de Paris au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle aient changé alors que tout semble indiquer que les immigrants venus y tenter leur chance avaient été préparés, de par leurs conditions de vie antérieures, à vivre à l'étroit parmi la vermine et les odeurs<sup>41</sup>. D'ailleurs les élites, confondant volontiers l'espace où l'on dort avec l'espace où l'on vit, alors que ce dernier englobe les cages d'escalier, les cours, les tavernes et les rues, semblaient toujours abasourdis de constater que les gens qui vivaient dans de telles conditions n'en étaient pas si malheureux<sup>42</sup>.

21 Les chercheurs ont de plus reconsidéré – et c'est là le troisième et dernier aspect concernant ces récents travaux sur les zones densément peuplées et aux loyers à bas prix – leurs habitants, supposés dysfonctionnels, ceux que le radical anglais John Bright qualifiait de l'épithète évocateur de « résidus » (*residuum*). Nous en sommes arrivés à découvrir que bon nombre de ceux – quoique pas tous – qui ont vécu et qui vivent dans ces quartiers sont des immigrants, généralement temporaires. L'expérience récente<sup>43</sup> et les résultats de ces recherches nous invitent à poser un regard neuf sur ceux que nous décrivons, en termes à forte charge émotive, comme « population flottante », occupant des emplois « temporaires », souvent dans les secteurs « informels » de l'économie. Même si, trop souvent, ils échappent aux statistiques et qu'en conséquence nous sous-estimons leur nombre, force est d'admettre que ces migrants temporaires ont joué et jouent toujours un rôle important au sein des économies urbaines. Les recherches récentes ont par ailleurs bien montré que l'histoire des flux migratoires a, pour l'essentiel, toujours été écrite dans une perspective urbaine à partir du postulat selon lequel les migrants entendent s'installer à demeure dans la ville où ils arrivent, s'y « assimiler », et que ceux qui s'obstinent à préserver leurs traits culturels et éventuellement repartent, qui en somme ont un « faible taux de persistance » selon le jargon des études migratoires, ont nécessairement échoué leur migration. À l'inverse, en adoptant le point de vue des migrants temporaires, il apparaît bien que cette mobilité vers la ville et en partance de la ville – de même qu'au-delà des frontières et des océans – consiste à résister à la modernité et non à l'embrasser, à profiter des opportunités économiques offertes par la ville puis à rentrer chez soi, à accepter d'accomplir des tâches que fuient les autres, sans que cela n'affecte le sentiment de sa propre valeur intrinsèque<sup>44</sup>, à consentir à vivre dans la promiscuité car la stratégie migratoire repose sur l'accumulation d'économies<sup>45</sup>. De façon corollaire, nous reconnaissons maintenant plus volontiers aux habitants des centre-villes défavorisés et des bidonvilles une grande capacité à faire face à leur situation sans toutefois en déduire une possibilité d'ascension dans l'échelle sociale ni, non plus, la capacité de surmonter toutes les fluctuations cycliques et les modifications dans la demande de main-d'œuvre. Cette capacité provient en partie de ce que la migration est un processus à la fois générateur et dépendant de réseaux de contacts qui fournissent des renseignements sur les possibilités d'emploi – et même des niches professionnelles pour certains groupes d'immigrants – des logements et un support à l'identité collective. Elle repose, enfin, sur un ensemble de stratégies que bon nombre de

migrants réussissent à adopter et qui leur permettent d'affronter les aléas du quotidien et les difficultés temporaires <sup>46</sup>.

## Reconstruction de rues disparues

- 22 Notre seul objectif jusqu'ici a été d'illustrer le fait que les images de Marville, comme les discours des élites de l'époque, étaient des trompe-l'œil, l'imagination inscrite dans le paysage urbain. Ce faisant, dans une très large mesure nous n'avons que suivi les pas de chercheurs qui, depuis peu, se sont employés à décrypter la rhétorique et les stratégies à l'œuvre dans le regard sur l'Autre que posent les élites et l'Occident en général. Il faut maintenant pousser plus avant l'analyse <sup>47</sup> et, du reste, les travaux récents sur les plus démunis parmi les habitants des villes nous y convient.
- 23 Avant de s'y lancer, il convient cependant de préciser comment ont été choisies les six rues qui font l'objet de cette étude <sup>48</sup>. Elles n'ont pas été sélectionnées en fonction des éléments de justification qu'elles seraient susceptibles de fournir à nos hypothèses sur la vie des quartiers défavorisés de Paris au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Au contraire, nous les avons choisies précisément parce que la zone où elles sont situées, le versant nord de la Montagne Sainte-Geneviève, était considérée par les observateurs contemporains comme emblématique de ces quartiers sombres et dangereux, et pour lesquels la seule solution résidait dans la destruction.
- 24 Il faut nous demander si le portrait qui nous est brossé est valide. Pour un de ses aspects à tout le moins, c'est le cas. Ces rues anciennes et étroites constituaient certainement un obstacle à la circulation dans cette partie du quartier et les immeubles qui les bordaient étaient effectivement délabrés, sombres et humides. La vraie question consiste toutefois à déterminer si l'état des bâtiments signifiait, tel qu'on le prétendait à l'époque, qu'il s'agissait là d'un quadrilatère abandonné du marché immobilier, où les immeubles restaient inchangés, où le taux de profit était bas et d'où les propriétaires se retireraient. Ce n'est pas le cas, et il y a à cela de bonnes raisons. Posséder des logements à prix modique dans le Paris de cette époque se révélait très rentable car les locataires pauvres étaient de loin moins exigeants que les autres plus riches, et en conséquence, les coûts d'entretien et de réparation des immeubles pouvaient être maintenus au plus bas <sup>49</sup>. De même, la demande de logements dans ces rues était à la hausse en raison de l'immigration croissante, des forces centripètes qui, dans une économie aux dimensions encore humaines et dans une ville piétonnière, tendent – largement mais non exclusivement – à ancrer l'activité économique et l'embauche au centre de la ville. À cela s'ajoute le fait que depuis le début des années 1850, les démolitions en d'autres secteurs de la ville ont accentué la pression sur les logements de la Montagne Sainte-Geneviève <sup>50</sup>. Le taux d'inoccupation extraordinairement bas des unités locatives témoigne éloquentement de cette pression <sup>51</sup>. Nous pouvons par ailleurs en constater les effets par le biais de l'augmentation de la densité de la population dans le secteur, l'utilisation des cours comme espaces de rangement ou comme ateliers, la subdivision des logements <sup>52</sup>, et par des exemples spectaculaires telle la reconversion, au cours des années 1850, de certains édifices en une centaine d'unités de garnis, ou d'autres encore en un immense lavoir public <sup>53</sup>.
- 25 Ces éléments, toutefois, ne suffisent nullement à prouver que la propriété immobilière dans ces rues était réellement une source appréciable de profits. Voici donc d'autres indices. Le marché immobilier dans ce secteur était non seulement très actif – en dix ans, entre 1852 et 1861, la moitié des propriétaires ont changé <sup>54</sup> – mais par surcroît, les prix de vente ont considérablement augmenté <sup>55</sup> et les valeurs locatives ont plus que triplé du milieu des années 1840 au milieu des années 1850, puis se sont accrues des deux tiers en 1863-1864 <sup>56</sup>. Ces calculs montrent bien qu'à l'échelle municipale, les propriétaires immobiliers de ce secteur ont fait de meilleures affaires que la moyenne de leurs confrères <sup>57</sup>.
- 26 Des profits étaient réalisés dans la mesure où les utilisations auxquelles se prêtaient les bâtiments correspondaient à la demande. La croyance de l'époque était que le seul usage viable pour un immeuble de ces rues consistait à loger une population de sans aveu. Quelle que fut la nature des logements offerts ou de la population qui les occupait, le marché du logement demeurait incontestablement l'activité commerciale la plus importante du secteur. Trois

éléments nous permettent de soutenir cette affirmation. Premièrement, les deux cinquièmes du total des entreprises au début de 1866 appartenaient soit à des logeurs, soit à des marchands de vins ou encore, combinaient les deux activités<sup>58</sup>. Deuxièmement, la valeur de ces entreprises nous est révélée par les compensations consenties lors de l'expropriation des immeubles en 1866 : leurs propriétaires ont reçu 16 des 25 montants les plus importants. Le troisième élément provient des registres des faillites. Nous savons que ce secteur d'activité était hautement compétitif et si nous y ajoutons le peu de marge de manœuvre et la mauvaise administration de plusieurs nouveaux venus qui s'improvisaient dans la profession, il n'est guère surprenant de constater que les échecs aient été monnaie courante. Sur les 8 000 entreprises ayant dû déclarer faillite à Paris entre 1861 et 1865, une sur dix était celle d'un marchand de vins, ce qui plaçait ce type d'entreprise en tête de liste. De toutes ces faillites néanmoins, aucune n'est survenue dans l'une de nos six rues pourtant toutes bien pourvues en tavernes et en logeurs<sup>59</sup>.

27 Cela ne signifie pourtant pas qu'il s'agisse des seuls types d'activité économique susceptible de croître dans ce quadrilatère. En effet, les trois cinquièmes des entreprises œuvraient dans d'autres secteurs : un quart d'entre elles était composé d'ateliers artisanaux ou industriels ; un tiers était formé de boutiques et de services<sup>60</sup>. Même si ces entreprises étaient de dimensions modestes et que peu d'ateliers disposaient de quelque équipement industriel significatif<sup>61</sup>, leur nombre confirme néanmoins qu'il ne s'agissait pas d'une zone laissée à l'abandon par l'économie parisienne.

28 Quelles autres informations cette analyse nous apporte-t-elle à propos de ces rues et des gens qui les habitaient ? Nous pouvons en identifier deux. D'abord la coexistence d'activités commerciales et industrielles aux rez-de-chaussée des immeubles combinée à une fonction résidentielle aux étages, de même que l'intensification de l'utilisation de l'espace indiquent que la pression sur les immeubles correspondait à la dynamique de la croissance urbaine du moment, et ce, selon des formes similaires à celles que l'on observe dans l'ensemble de la ville<sup>62</sup>. Deuxièmement, ce qui nous apparaît encore plus fondamental, on y apprend que ce secteur était bel et bien adapté aux besoins de cette couche la plus pauvre de la population qui, comme nous le verrons, l'habitait. Les rues du secteur, massivement piétonnières, étaient propices aux jeux d'enfants, aux rencontres, aux interactions et aux bavardages entre les résidents<sup>63</sup>. Le lavoir du quadrilatère, comme du reste tous ceux des quartiers populaires de Paris<sup>64</sup>, a sans doute été un lieu privilégié de la sociabilité féminine. Par ailleurs, les tenanciers de tavernes et les logeurs ont toujours été, hier comme aujourd'hui, bien plus que de simples fournisseurs de boissons, de repas ou de logements. Ainsi servaient-ils d'intermédiaires auprès des officiers de l'état civil pour l'obtention de certificats de naissance ou de décès. Plus révélateur encore, les futurs époux les choisissaient pour témoins à leur mariage : un quart des unions célébrées à l'église paroissiale comptait au moins un marchand de vins parmi les témoins<sup>65</sup>. Ils fournissaient de plus un lot de renseignements sur les possibilités d'embauche et pouvaient même à l'occasion, en cas de difficultés, consentir à faire crédit<sup>66</sup>. Aussi, bon nombre de ces lieux de résidence voyaient-ils se regrouper en leurs murs des personnes d'un même métier ou encore originaires d'une même région<sup>67</sup>. En outre, l'offre de logements à prix très modique dans ces rues était taillée sur mesure pour les migrants temporaires qui constituaient une bonne partie de leur clientèle et qui n'entendaient pas résider à Paris tout au long de l'année. De tels logements correspondaient donc aux impératifs de leur stratégie migratoire en leur permettant d'amasser un certain pécule, puis de rentrer chez eux. Les commerces locaux, enfin, dont une moitié proposait des aliments et des services et l'autre des articles d'occasion, étaient tous de dimensions modestes et approvisionnaient une clientèle à la recherche d'aliments bon marché mais riches et à haute teneur en calories, ainsi que de vêtements et d'autres articles d'occasion<sup>68</sup>.

## Reconstruction d'espaces vécus

29 Que les édifices et les commerces du quadrilatère ne fussent pas laissés-pour-compte et moribonds ne signifie pas nécessairement que les habitants n'aient pu l'être. Il nous faut donc déterminer si, tel qu'on l'affirmait, il s'agissait d'une *città dolorosa*, une vallée des larmes

habitée par ceux et celles qui, rejetés par l'usure du temps, par l'incapacité physique, le genre ou le statut familial, la marginalité du métier ou le manque d'aptitudes sociales ou de maîtrise du langage, ont trouvé refuge dans ces rues sombres et humides où se formait une culture de la déviance qui faisait de la *città dolorosa* une *città pericolosa*, une vallée de tous les dangers<sup>69</sup>. Afin d'en découvrir autant que possible sur ce monde d'une étonnante diversité, nous avons privilégié trois voies d'analyse. La première consiste à identifier les résidents, leurs métiers et leur répartition spatiale de manière à établir s'il s'agissait, comme on le prétendait d'une zone de relégation habitée par des « résidus ». Deuxièmement, il s'agit de vérifier, à partir de sources essentiellement sérielles – registres d'hôpitaux, enregistrements civils et paroissiaux<sup>70</sup>, registres d'arrestations, archives de la morgue – si leurs comportements étaient réellement déviant. Enfin, nous affinerons l'analyse en sélectionnant un groupe d'immigrants dont les métiers, en l'occurrence balayeurs et cantonniers ainsi que journaliers sans qualification, de même que d'autres caractéristiques, devraient les situer dans la marge de la marginalité, avec les conditions et le style de vie conséquents. Nous tenterons de voir si tel est le cas et sinon, pourquoi.

Les manuscrits des recensements indiquent qu'un peu plus de 5 000 personnes habitent les rues qui forment notre quadrilatère d'étude, ce qui représente un cinquième de la population du quartier Saint-Victor et un vingtième de celle du cinquième arrondissement<sup>71</sup>. Ces sources montrent que quoique la densité de population fût déjà en voie de déclin dans certaines parties de la ville et ce, avant même les démolitions conduites par Haussmann, elle s'accroissait toujours – quoique lentement – dans ce quadrilatère. La variation de la proportion des sexes entre les deux recensements illustre par ailleurs l'importance croissante du contingent des migrants temporaires masculins. En regard de certains autres critères néanmoins, nos rues ne révèlent rien d'exceptionnel. Dans les quartiers populaires, les enfants agissent toujours comme le ciment des sociabilités : les données sur l'âge des résidents du quartier Saint-Victor – malheureusement non disponibles pour notre quadrilatère – indiquent que les jeunes de moins de quinze ans y comptent pour une proportion qui n'est que très légèrement inférieure à celle qu'ils forment pour l'arrondissement et pour la ville. Il semble par ailleurs que les femmes âgées de plus de soixante ans n'y constituent pas une part plus importante de la population, ni d'ailleurs les veufs et les veuves<sup>72</sup>. En revanche, la caractéristique la plus frappante de la population de notre quadrilatère est certainement sa faible proportion de Parisiens de naissance. Seulement un quart des hommes et un tiers des femmes du voisinage ont vu le jour dans la capitale. Ces proportions sont moins élevées que dans l'ensemble du quartier et de l'arrondissement, et nettement plus faibles que pour l'ensemble de Paris<sup>73</sup>. Les immigrants, « à long terme » certes mais surtout « à court terme », constituent donc l'élément dominant de la population de ces rues.

Plus encore que leur origine toutefois, ce sont les métiers exercés par les résidents de ces quartiers populaires qui intéressaient les contemporains : les commentateurs ont en effet beaucoup insisté sur ces métiers qui leur apparaissaient marginaux – petits revendeurs et artistes de rue, chiffonniers et autres métiers « malpropres »<sup>74</sup>. Les documents manuscrits des recensements révèlent qu'à l'échelle du quartier Saint-Victor, les métiers de la rue ou temporaires ne dominaient pas la structure professionnelle. On y découvre d'une part que les travailleurs masculins du bâtiment forment le groupe le plus important alors que les travailleurs du vêtement et des secteurs reliés – dont les deux tiers sont des femmes – forment le second groupe en importance, groupe suivi de loin par les travailleurs de l'imprimerie et de la reliure<sup>75</sup>. D'autre part, on y voit que, même en les additionnant les uns aux autres, les petits revendeurs et les amuseurs publics<sup>76</sup> ne forment qu'une toute petite proportion de la population active ; les travailleurs du bâtiment sont six fois plus nombreux qu'eux et ceux du vêtement, cinq fois. Il se pourrait que notre quadrilatère présente une structure professionnelle différente de celle du quartier Saint-Victor pris globalement. Ce n'est toutefois pas ce que révèle notre propre base de données, construite à partir de registres d'hôpitaux et de registres civils<sup>77</sup>, et qui, en l'absence de données sur les professions dans les manuscrits des recensements, constitue notre second type de sources. Plus d'un ouvrier masculin sur dix exerce un métier requérant

une qualification, un sur cinq se retrouve dans le secteur du bâtiment, trois sur dix sont des journaliers, un sur dix veille à l'entretien des rues<sup>78</sup>. En contraste, seulement un sur vingt exerce l'un des métiers qui attirait tant l'attention des commentateurs contemporains<sup>79</sup>. Les métiers accessibles aux femmes des classes populaires sont, comme toujours, moins nombreux, mais la structure professionnelle y révèle encore l'importance du travail non qualifié et du secteur du vêtement (une travailleuse sur trois pour chacune des catégories). Les blanchisseuses comptent pour une travailleuse sur dix, mais les domestiques sont, ici comme dans l'ensemble du quartier et de l'arrondissement, sous-représentées. Vendeuses ou amuseurs publics ainsi que les métiers dits « malpropres » ne sont la profession déclarée qu'une sur vingt des femmes<sup>80</sup>.

33 Un autre aspect de la condamnation sans appel prononcée par les élites à l'encontre de notre quadrilatère visait la forte proportion de ses résidents qui peuplaient ces maisons de chambres dites « garnis ». Les commentateurs s'en émouvaient en raison du grand nombre d'immigrants qu'on y retrouvait et du déséquilibre des sexes qui y régnait (une très forte majorité d'hommes y résidaient). On s'inquiétait de plus de ce que ces gens ne possédaient pas de meubles, ce qui signifiait qu'ils n'avaient point d'attaches, ainsi que du danger que ces lieux ne s'avèrent le refuge d'indésirables et des endroits propices à la promiscuité et à la déviance. Ces inquiétudes n'ont pas produit que des discours, mais aussi des données car la police, désireuse de garder l'œil ouvert sur ces lieux, obligeait les tenanciers à tenir des registres des allées et venues. Toute l'information dont nous disposons concourt cependant à dédramatiser ces garnis plutôt qu'à les faire apparaître comme des endroits marginaux et dangereux. Les enquêtes menées par la Chambre de Commerce en 1847-48 et en 1860 révèlent qu'un travailleur industriel sur cinq habitait en garni et que, parmi eux, les travailleurs du bâtiment qui étaient des migrants saisonniers constituaient, et de loin, le groupe le plus important. Cela indique donc que plusieurs de ces garnis n'étaient pas les refuges de dernier recours pour une population de « résidus », mais bien un choix réfléchi pour qui n'a la nécessité ni le désir de s'engager à louer à long terme un logement meublé<sup>81</sup>. D'ailleurs, les conditions dans quatre garnis sur cinq étaient jugées bonnes ou acceptables. Quelques-uns de ces établissements se faisaient même une spécialité de servir les travailleurs immigrants d'un même corps de métier ou d'une même région d'origine, ou le plus souvent, les deux<sup>82</sup>.

34 En 1861, deux résidents du quadrilatère sur cinq occupaient des garnis alors que pour l'ensemble du quartier Saint-Victor, cette proportion était de un sur cinq et pour l'arrondissement, de un sur six<sup>83</sup>. À cette même période, le nombre de garnis s'était accru et, ce qui est probablement plus significatif, la capacité d'accueil des établissements les plus importants s'était elle-même accrue : en 1861, les deux tiers des occupants de garnis vivaient dans des établissements où logeaient plus de quarante personnes<sup>84</sup>. Bien que l'on ait pu observer un léger développement de la ségrégation entre les occupants de garnis et les locataires de logements non meublés, ceci n'a pas mené à la création d'espaces distincts pour chacun des types de logements. Trois habitants sur cinq n'habitaient toujours pas dans ces garnis qui étaient répartis – quoique inégalement<sup>85</sup> – dans toutes les rues. Seule une moitié des établissements de garnis occupait entièrement un immeuble et, du reste, l'on pouvait observer des disparités parmi ces garnis, certains proposant à la location pour la saison des places en dortoir, et d'autres des chambres individuelles où la clientèle changeait fréquemment<sup>86</sup>. Toutefois, le plus important est que la répartition dans les garnis ou les logements non meublés des personnes d'un même corps de métier ou d'un même lieu d'origine ne relevait pas d'une dispersion au hasard, mais obéissait plutôt à une logique de regroupement. Cette constatation confirme pour notre quadrilatère ce qu'ont démontré d'autres études portant sur d'autres villes d'hier et d'aujourd'hui ainsi que sur divers groupes spécifiques à Paris<sup>87</sup>. C'était le cas, par exemple, pour les chiffonniers, les travailleurs du bâtiment, les ouvriers affectés à l'entretien des rues et les immigrants venus de l'extérieur de la France. En somme, les garnis n'étaient pas des lieux de perdition mais un moyen mis à disposition afin de faire face à une situation avec succès. Quels que furent le type de logement et l'exiguïté des lieux habités par les résidents du quadrilatère, force est de constater que la complexité du tissu résidentiel était telle qu'il y était impossible d'éviter les échanges sociaux dans les couloirs, les escaliers et les cours<sup>88</sup>. De

même, peu importe la densité des réseaux de sociabilité des individus, leur quotidien demeurait constamment ponctué de contacts avec des personnes extérieures à ces réseaux et les frontières de la famille ou du groupe étaient toujours perméables.

35 L'objet réel des inquiétudes des élites ne résidait pas simplement dans les métiers exercés par les résidents de ces zones densément peuplées ou dans le type de logement qu'ils occupaient. Plus encore, ces inquiétudes reposaient sur les comportements qu'on leur prêtait : ils constituaient un lourd fardeau sur les listes de l'Assistance publique, ils vivaient en promiscuité, ils étaient démesurément représentés parmi les cas de suicide et parmi les personnes arrêtées pour cause de n'avoir pas de moyens d'existence, pour mendicité chronique ou encore pour crime <sup>89</sup>. Afin de vérifier si les résidents de notre quadrilatère correspondent à ce portrait, nous avons consulté des sources sérielles : registres civils, paroissiaux et hospitaliers <sup>90</sup>. Nous n'avons pas simplement choisi ces sources faute de mieux, mais bien parce qu'elles offrent un double avantage. Premièrement, ces registres ne sont pas l'œuvre de policiers ou de fonctionnaires de l'Assistance publique. Ils ont été tenus afin de répondre à des besoins administratifs et, plus important encore, pour des raisons parfaitement étrangères à celles pour lesquelles nous les utilisons. Deuxièmement, ils peuvent être consultés pour les détails personnels qu'ils recèlent et mis à profit pour composer un tableau basé sur des données individuelles, tel que nous l'ont enseigné les initiateurs de la *microstoria* : partir de la base plutôt que de données déjà compilées. Nous ne croyons pas que l'image qui se dégage de cet exercice confirme la représentation qu'on trouve dans le discours des élites.

36 Quoi qu'il en soit, rien dans ces sources ne nous autorise à embellir la réalité et à sous-estimer les difficultés de la vie urbaine au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. En effet, ces documents témoignent des épreuves auxquelles ont été confrontés les groupes les plus vulnérables – telles les personnes âgées et, au premier chef, les femmes seules – parmi lesquels les plus durement touchés finissent leurs jours à l'hospice ou au fond de la Seine, puis exposés sur un bloc de marbre à la morgue. Le registre des admissions à l'hôpital de la Salpêtrière – institution réservée aux femmes – pour les années 1860-1865 nous indique que seize malheureuses résidentes de notre quadrilatère y ont été déclarées malades mentales et nécessitant l'internement ; seules quatre d'entre elles ont éventuellement pu recouvrer la liberté <sup>91</sup>. On y trouve aussi ces cinq femmes, qui comme tant d'autres souffrant d'un cancer de l'utérus, sont envoyées à la Salpêtrière pour y mourir car la médecine ne peut rien pour elles <sup>92</sup>. Dix veuves indigentes <sup>93</sup>, enfin, sont envoyées au département que cette institution consacre aux femmes âgées. Les souffrances vécues par ces femmes ne doivent en aucun cas être minimisées, mais notons tout de même que le nombre d'entre elles envoyé à la Salpêtrière (trente et une) reste moindre, en proportion, que pour la population en général <sup>94</sup>. Également sous-représentés étaient ces trente hommes envoyés à Bicêtre, l'équivalent masculin de la Salpêtrière <sup>95</sup>. Vingt et un d'entre eux l'ont été pour cause de maladie mentale, parmi lesquels treize ont plus tard été considérés guéris et par conséquent relâchés, une proportion plus élevée que chez les femmes <sup>96</sup>.

37 Tout à la fois aussi navrants et aussi édifiants sont les registres du Dépôt de la Préfecture, registres dans lesquels sont quotidiennement consignés ceux et celles qui sont arrêtés par la police, en général pour avoir été trouvés sans moyens tangibles d'existence – et plusieurs n'en sont pas à leur première arrestation – et envoyés en cellule pour la nuit. Il en va de même des registres des Dépôts de mendicité, établissements correctionnels spécialement destinés à recevoir les mendiants invétérés. Sur les quelque vingt mille entrées que comptent ces registres pour les années 1860 à 1866, cent quatre-vingt-neuf concernent des résidents de l'une de nos six rues, ce qui signifie une proportion qui n'est que très légèrement supérieure à la part de la population parisienne vivant dans notre quadrilatère <sup>97</sup>. Au-delà des chiffres, ces registres nous fournissent d'autres informations sur ces laissés-pour-compte. La moitié des hommes arrêtés étaient âgés de plus de cinquante ans, et un sur huit souffrait d'un handicap <sup>98</sup>. Les adresses de résidence mentionnées indiquent par ailleurs que ceux qui ne bénéficiaient pas du support de réseaux de sociabilité et les plus âgés vivaient dans les mêmes garnis : la moitié des hommes et des femmes arrêtés provenaient en fait de deux grands immeubles de garnis. Au chapitre des

métiers, dans un cas sur six, les personnes arrêtées exerçaient un petit métier de la rue. Cette sur-représentation résulte probablement de ce que leur activité dans l'économie informelle se voulait un dernier recours pour des personnes ne pouvant pas accomplir d'autres tâches, ou encore qu'elle consistait en une forme de mendicité déguisée.

38 Ces registres semblent témoigner du fait qu'une certaine proportion des résidents du secteur terminent inévitablement leurs jours dans une misère abjecte. D'autres sources, néanmoins, démontrent clairement l'ampleur de la normalité et l'importance des réseaux. En 1840, l'auteur d'un ouvrage bien connu portant sur la pauvreté en France et en Angleterre utilisait la proportion de décès survenus à l'hôpital plutôt qu'à la maison comme critère de mesure de la pauvreté – les hôpitaux étant des institutions destinées aux pauvres, les mieux nantis les évitaient, même à l'heure de la mort. Il a ainsi calculé qu'un Parisien sur trois décédait à l'hôpital<sup>99</sup>. En dépouillant les certificats de décès des résidents de nos six rues morts entre 1861 et 1865, nous avons constaté que seulement une personne sur cinq avait fini ses jours dans un hôpital. Les autres avaient choisi de rester à la maison pour mourir malgré l'inconfort et les conditions difficiles que l'on imagine. À cet égard, l'état civil des personnes décédées à l'hôpital dévoile toute l'importance des réseaux : parmi elles, quatre sur cinq étaient soit célibataires, soit veufs ou veuves<sup>100</sup>.

39 Le même type d'analyse peut être effectué en ce qui concerne les naissances. Nous savons qu'au milieu du siècle, près d'un tiers d'entre elles se déroulaient dans les hôpitaux et que cette proportion était plus élevée dans le cas des naissances hors mariage, de même que dans l'arrondissement, plus touché par la pauvreté, où se situaient nos rues<sup>101</sup>. Dès lors, nous serions attendus à ce que les femmes résidant dans notre secteur aient donné naissance à leurs enfants à l'hôpital. Or, ce n'est pas le cas. Seulement six pour cent des naissances ont eu lieu dans les hôpitaux<sup>102</sup>, les autres s'étant déroulés dans ces logements que l'on s'imagine facilement bien à l'étroit et plutôt malsains ou, dans un nombre de cas beaucoup moindre, dans des lieux aménagés à cet effet dans les bureaux de l'Assistance publique. Des vingt femmes ayant accouché à l'hôpital, quinze étaient des célibataires n'ayant pas donné le nom du père pour la délivrance du certificat de naissance de l'enfant, ce qui suggère, bien entendu, qu'elles étaient seules et ne bénéficiaient pas, contrairement à d'autres femmes, du soutien de réseaux<sup>103</sup>. A croire les discours d'élites à l'époque, nous pourrions par ailleurs nous attendre à ce qu'un nombre assez significatif de mères pauvres de notre voisinage aient pu abandonner leurs enfants, ces derniers exerçant une pression sur les finances familiales dans le cas des couples et empêchant l'exercice d'un emploi chez les femmes seules. Nous avons donc examiné les lourds registres des enfants conduits aux Enfants trouvés : nous n'y avons trouvé que quelques parents de notre voisinage ayant abandonné leurs enfants<sup>104</sup>.

40 Nous avons enfin interrogé notre corpus sériel<sup>105</sup> pour tenter, même indirectement, de prendre la mesure du sentiment religieux de la population de notre secteur. En effet, si les jérémiades des élites déplorant la désaffection des classes populaires à l'endroit de l'institution religieuse sont fondées, cela s'observera aussi, vraisemblablement, dans notre secteur. Il existe une façon relativement simple de vérifier cette assertion. Les enseignements de l'Église catholique répétaient constamment aux fidèles l'importance qu'il y avait à faire baptiser les nouveau-nés dans un délai de trois jours après leur naissance. Ainsi, l'empressement des parents à se plier à cette exigence procure un indice du sentiment religieux. Pour l'ensemble de la ville entre 1855 et 1858, un baptême sur deux a été célébré dans le délai prescrit et trois sur cinq au cours de la première semaine suivant la naissance<sup>106</sup>. Quant aux nouveau-nés dont les parents habitaient l'une de nos rues, trois sur cinq étaient baptisés au cours de leurs trois premiers jours et trois sur quatre l'étaient avant d'avoir atteint l'âge d'une semaine<sup>107</sup>, ce qui témoigne d'une plus grande fidélité aux enseignements que dans l'ensemble de la ville et *a fortiori*, que dans les autres paroisses où dominent les classes populaires<sup>108</sup>. Une partie de l'explication réside en ce que les immigrants sont généralement plus prompts que les Parisiens de naissance à conduire leurs enfants aux fonts baptismaux. Ceci, bien entendu, n'affecte en rien la valeur des résultats de ce test de conformisme auquel nous avons soumis les résidents de notre quadrilatère.

- 41 L'analyse des comportements marginaux que nous venons de mener est restée prisonnière du débat lancé par les élites contemporaines et ne nous a permis d'appréhender les résidents du secteur qu'à distance. Il nous faut donc fuir ces contraintes et tenter d'approcher davantage les réalités vécues. À cet effet, nous avons choisi d'examiner plus minutieusement un groupe de résidents : les migrants venus du Grand Duché de Hesse. Ce choix pourra sembler don quichottesque car ces migrants n'apparaissent que furtivement dans les sources ; à peine évoqués par les élites dans leurs témoignages, ils sont ignorés des historiens. Trois raisons nous ont cependant convaincu de la pertinence d'une telle analyse. L'importance numérique de ces immigrants d'abord, tant au sein de notre quadrilatère qu'à l'échelle de la ville : ils étaient de deux cents à trois cents dans notre secteur (ce qui représente une proportion d'environ 5%) et trois mille à Paris <sup>109</sup>. Le second élément est que non seulement ils sont d'origine rurale pauvre <sup>110</sup>, mais les emplois qu'ils occupent – balayeurs de rues, ouvriers non qualifiés <sup>111</sup> – les font apparaître à la fois comme marginaux au sein du marché du travail <sup>112</sup> et, par là peut-être, comme représentatifs de la population de notre secteur. La troisième raison est qu'ils ne s'intègrent pas à la vie parisienne. Aucun d'entre eux ne parle français <sup>113</sup>. Lorsqu'ils se marient, ils choisissent un époux ou une épouse également originaire de Hesse : neuf mariages sur dix sont endogames <sup>114</sup>. Presque toutes les cérémonies unissent des couples dont les deux époux habitaient déjà à la même adresse au moment du mariage <sup>115</sup>, ce qui, pour certains observateurs, signifiait une cohabitation pré-maritale et, par conséquent, une entorse aux conventions élémentaires de la décence.
- 42 Si ces caractéristiques étaient symptomatiques d'une marginalité et d'une incapacité à frayer un chemin dans la vie urbaine dont nous pourrions observer les conséquences dans certains modèles de comportement, nous les verrions sombrer dans la pauvreté et vraisemblablement atterrir entre les griffes de la police, nous les verrions envahir les hôpitaux et les bureaux d'Assistance publique, nous en verrions probablement se jeter à la Seine dans une ultime tentative de fuir cette ville hostile et gonfler ainsi les chiffres des suicides. Pourtant, on ne les trouve nulle part, ni dans les registres des hôpitaux et des hospices <sup>116</sup>, ni en cellule <sup>117</sup>, ni dans les données publiées sur les arrestations dans le Département de la Seine <sup>118</sup>, ni même dans les registres de la morgue <sup>119</sup> ou étaient consignés et identifiés tous les cadavres amenés quotidiennement, la plupart ayant été repêchés dans la Seine.
- 43 Ce qu'il nous faut donc expliquer, c'est pourquoi tant de ces migrants, venus de la campagne et sans tradition de migration vers Paris, exerçant des métiers parmi les plus mal rémunérés, et dont plusieurs sont sujets au chômage cyclique ou saisonnier, semblent avoir réussi leur migration, et pourquoi aucun d'entre eux n'eut à s'en remettre aux secours municipaux ni à enfreindre la loi. Un premier pas vers les réponses consiste à bien établir les raisons de leur périple parisien. Ils sont venus à Paris comme migrants temporaires et non permanents, et deux motifs les y ont conduits. D'abord, ils entendaient rentrer au Duché de Hesse et Paris était un élément constitutif d'une stratégie visant davantage à améliorer leur ancienne vie qu'à en commencer une nouvelle ; une stratégie de maintien davantage que de rupture <sup>120</sup>. D'ailleurs, comme l'indiquent l'équilibre des genres au sein de leur contingent et le nombre démesurément élevé de mariages célébrés au sein de leur communauté, plusieurs sont venus à Paris en couple en nourrissant le projet de s'y marier. Les politiques néo-malthusiennes ayant eu cours jusqu'en 1868 dans le Grand Duché de Hesse empêchaient les plus démunis de convoler en justes noces, les autorités craignant que les familles issues de telles unions ne deviennent des fardeaux pour les secours publics <sup>121</sup>. Les objectifs poursuivis par les migrants hessois étaient donc précis et limités. Deux éléments expliquent pourquoi, en temps normal, leurs stratégies migratoires étaient couronnées de succès et que même dans l'adversité, elles n'échouaient pas. Le premier est que malgré les apparences, les Hessois arrivaient à Paris bien préparés. Le second réside en ce qu'ils formaient les maillons d'une longue chaîne migratoire, et que par là, ils bénéficiaient du soutien de réseaux dès leur arrivée et tout au long de leur séjour dans la capitale française.
- 44 Des facteurs de répulsion ont longtemps encouragé une émigration depuis Oberhessen. La partition des héritages, la pauvreté de l'agriculture sur les hautes terres, la pression

démographique de même qu'un possible déclin de la petite industrie familiale se sont combinés pour gonfler des flux migratoires tel que ce sont vraisemblablement 140 000 migrants – et parmi eux, une proportion croissante d'ouvriers non qualifiés – qui ont quitté la Hesse au cours des années 1850. Toutefois, même les plus démunis qui, parmi eux, ont choisi Paris comme destination n'y sont pas arrivés sans préparation. Bien que nous ne puissions savoir leur âge à leur arrivée, tout nous porte à croire qu'ils étaient jeunes et en bonne santé. D'une part, les courants migratoires pratiquent généralement une forte auto-sélection et sont dominés par les jeunes adultes. D'autre part, le grand nombre de mariages célébrés parmi les Hessois à Paris tend à démontrer que ces jeunes adultes formaient une part importante du groupe. Un autre indice, plus direct cette fois, peut être avancé : l'âge des témoins convoqués pour l'obtention des documents dont avaient besoin les Hessois sans papiers afin de pouvoir se marier. Dans les actes de notoriété pour Hessois dans le V<sup>e</sup> arrondissement près de trois témoins sur cinq étaient âgés de trente ans ou moins et les quatre cinquièmes n'avaient pas atteint la quarantaine <sup>122</sup>. Un autre élément témoigne de la préparation à l'expérience migratoire parisienne : une longue tradition hessoise de migration saisonnière les entraînait, entre autres tâches, à exercer des emplois de journaliers, de construction, ou d'entretien des rues dans les villes allemandes <sup>123</sup>.

45 Ce qui explique encore mieux leur apparent succès, c'est que les Hessois sont venus dans la capitale française en réponse à des facteurs d'attraction : l'économie parisienne les y a appelés. Les grands projets d'urbanisme, la prospérité générale et l'industrie manufacturière <sup>125</sup> réclamaient un apport de main-d'œuvre, qualifiée ou non. Il semble par ailleurs – et cet élément est majeur – que les immigrants ayant répondu à cet appel n'aient pas pour autant inondé le marché de l'emploi. En effet, le niveau général des salaires nominaux s'est accru plus un peu plus rapidement que l'indice du coût de la vie, ou, à tout le moins, est resté en phase avec celui-ci <sup>126</sup>. Cette assertion est vraie même pour les ouvriers sans qualification et pour les balayeurs de rues. La validité de l'affirmation, toutefois, est plus facile à démontrer pour les seconds que pour les premiers, qui forment un groupe beaucoup plus hétérogène. Les données que nous possédons sur l'accroissement du nombre des balayeurs de rues et sur leurs salaires indiquent que dans la mesure où des mésaventures ne surviennent pas, les Hessois parvenaient, même en exerçant cet emploi parmi les plus mal payés, à boucler leur budget et à amasser de modestes économies. Le nombre de travailleurs employés à l'entretien des rues était alors en pleine croissance. Alors qu'un ouvrier industriel de sexe masculin sur quatre gagnait quotidiennement trois francs ou moins et sa collègue féminine aussi peu qu'un franc vingt-cinq et même moins <sup>127</sup>, les balayeurs masculins touchaient entre deux francs cinquante et trois francs cinquante et leurs consœurs entre un franc et un franc vingt <sup>128</sup>. De si modestes émoluments permettaient-ils vraiment aux Hessois d'atteindre les objectifs qu'ils poursuivaient dans leur aventure migratoire ? Nous savons que d'autres groupes de migrants touchant de faibles revenus y arrivaient. Il est donc vraisemblable qu'ils aient su dégager quelque profit de ces séjours parisiens dans la mesure où, comme d'autres migrants, ils ont pu compter sur le soutien de réseaux et développer des stratégies efficaces visant à faire face aux difficultés inhérentes à cette aventure.

46 Il est clair que les réseaux migratoires à Paris leur étaient nécessaires afin de surmonter leurs handicaps : la capitale française était une destination récente pour les migrants hessois ; ils n'en parlaient pas la langue ; ils étaient sans qualification professionnelle. La migration à la chaîne devait ainsi les servir de trois façons. Les migrants déjà à Paris se devaient d'envoyer à ceux qui allaient entreprendre la migration des sommes d'argent pour les frais de voyage ainsi que des renseignements sur les possibilités d'emploi. De même, ils devaient prêter assistance aux nouveaux arrivants, en général désargentés, afin de trouver rapidement du travail et un logement à prix modique. Enfin, tous les migrants avaient le devoir de se soutenir mutuellement, moralement et financièrement, à certaines étapes du cycle de vie et dans les périodes de crise que certains affrontaient à un moment ou à un autre de leur séjour parisien.

- 47 Et c'est effectivement ce qu'ils faisaient. La nature et l'ampleur de cette solidarité peuvent être illustrées par d'innombrables exemples. Les Hessois de notre quadrilatère étaient originaires des mêmes régions, issus des mêmes milieux sociaux et exerçaient les mêmes emplois<sup>129</sup>. De plus, bon nombre d'entre eux n'ont pas migré seuls mais plutôt en couple<sup>130</sup>. Les certificats de mariage de ceux qui se sont unis à Paris nous renseignent sur le nombre de ces couples ayant des membres de leur famille avec eux dans la capitale française. Une personne sur cinq se mariant habitait avec au moins un de ses parents, et près de deux sur cinq étaient accompagnés d'autres membres de leur famille<sup>131</sup>. À l'étape du cycle de vie où se trouvaient la plupart des migrants hessois, lorsque des enfants venaient exercer une pression sur le budget familial et parfois empêchaient la mère d'exercer un emploi rémunéré, la proximité de membres de la famille, et notamment des grands-parents qui pouvaient s'occuper des enfants, s'avérait cruciale. Ces liens de solidarité chez les Hessois étaient d'ailleurs renforcés par une très forte concentration résidentielle. Comme tant d'autres groupes d'immigrants<sup>132</sup>, les Hessois formaient une communauté très soudée. Les adresses des époux et des témoins lors des cérémonies de mariage, de même que celles des personnes venant témoigner de l'identité et de l'état civil d'un compatriote devant un juge de paix, illustrent éloquemment cette proximité. Les deux tiers des époux et des témoins de tous les mariages hessois célébrés dans le cinquième arrondissement habitaient notre quadrilatère, et les quatre cinquièmes d'entre eux résidaient à seulement six adresses différentes<sup>133</sup>. Les documents des juges de paix du V<sup>e</sup> arrondissement indiquent une même propension à la concentration<sup>134</sup> : les deux tiers des témoins habitaient notre quadrilatère et un tiers avaient la même adresse que la personne dont ils garantissaient l'identité<sup>135</sup>. Cette concentration résidentielle encourageait par ailleurs les Hessois à fonder des entreprises destinées à répondre aux besoins de leurs compatriotes. À trois des six adresses où se concentraient les Hessois de notre quadrilatère, on retrouvait des marchands de vins et des logeurs hessois<sup>136</sup>, lieux privilégiés de sociabilité et d'information qui agissaient comme points d'arrimage pour la communauté.
- 48 Plus important encore semble avoir été le rôle tenu par la religion. Déjà pieux luthériens en arrivant à Paris<sup>137</sup>, les Hessois y ont été encadrés par leur Église qui s'est employée à ériger des institutions visant à répondre à leurs besoins spirituels et autres. Dans les années 1860, donc, quatre cents germanophones communiaient le dimanche lors de l'office célébré en allemand dans la chapelle du V<sup>e</sup> arrondissement<sup>138</sup>. C'est à travers quatre rôles particuliers que l'Église luthérienne a pu contribuer à renforcer la communauté et à aider ses membres dans la vie quotidienne. Tout d'abord, la religion elle-même cimentait l'identité tout en affermissant une éthique rigoureuse qui soulignait l'importance des valeurs de dur labeur, de frugalité, d'épargne et de tempérance. Deuxièmement, l'Église a facilité les mariages par la fondation d'une organisation qui aidait les Hessois à obtenir les documents officiels nécessaires à la légalisation de leur union<sup>139</sup>. Troisièmement, elle a fondé des écoles primaires gratuites où l'enseignement, en langue allemande, suivait exactement le cursus en vigueur dans le Grand Duché<sup>140</sup>. Enfin, en cas de maladie, les Hessois pouvaient compter sur un grand soutien moral qui prenait la forme de visites du pasteur et sur une aide financière, quoique très modeste<sup>141</sup>.
- 49 Parce qu'il démontre que ceux et celles en mesure de s'appuyer sur une forte tradition migratoire et sur des réseaux de soutien peuvent mener à bien leur stratégie de migration, et ce malgré des emplois à faible rémunération, le cas des Hessois est des plus instructifs. Cet exemple, toutefois, ne doit en aucun cas nous porter à croire que tous les migrants, ou encore moins tous les résidents, de notre quadrilatère aient pu s'appuyer sur de tels liens de solidarité de groupe ou de famille. Le cas des Hessois est un modèle de réseau renfermé (que l'on appelle en anglais l'*encapsulation*) : ils bénéficiaient du soutien d'un réseau migratoire exceptionnellement dense. L'étude du cas des Hessois, par ailleurs, ne nous est d'aucun secours pour saisir les recoupements et les rapports entre les individus et les groupes habitant notre quadrilatère afin de comprendre comment ils y ont vécu tous ensemble<sup>142</sup>. Comme il arrive si souvent dans l'étude des cultures urbaines, les sources ayant survécu jusqu'à nous ne nous permettent malheureusement pas d'accéder à ce niveau de préhension des réalités vécues.

## Regarder par des fenêtres assombries

- 50 Ce texte portait sur la représentation des zones urbaines à forte densité de population et à logements à bas prix. Nous en sommes arrivés, au cours des dernières années, à découvrir que les images – soient-elles figuratives telles les photographies de Marville, ou textuelles tel ce texte – que nous utilisons pour rendre compréhensibles les réalités complexes et fuyantes du monde urbain s'avèrent nécessairement simplificatrices, et donc inexactes. À l'âge des iconodules, les spécialistes de l'urbain devraient être plus iconoclastes car nous savons que beaucoup dans la vie quotidienne n'est pas de l'ordre du visible ou du moins ne laisse pas de traces dans les textes dont nous nous servons<sup>143</sup>. Nous sommes par ailleurs plus conscients que la ville est perçue selon différents points de vue, que l'espace vécu est à la fois complexe et fuyante et que cela signifie qu'il faut composer un tableau à partir de représentations se faisant concurrence. Dans ce texte, nous avons en effet présenté deux représentations très contrastées d'une même réalité.
- 51 Nous avons soutenu qu'il fallait refuser les prétentions de l'une de ces représentations à dire la vérité : les images de Charles Marville montrant les rues condamnées du centre de Paris où vivaient les personnes les plus démunies de la ville. Nous avons suggéré que ces photographies relevaient de la pratique culturelle et n'étaient nullement des fenêtres sur le monde réel ; qu'elles étaient en somme construites et non pas croquées sur le vif. Nous avons de même suggéré que pour voir au-delà de ces images, il nous fallait nous placer derrière la caméra de Marville et non pas nous contenter d'examiner ce qu'a capté ladite caméra. Ce n'est qu'à ce prix que nous sommes en mesure de comprendre comment et pourquoi ces images ont été fabriquées, et de quelle manière elles s'inscrivaient dans le discours sur l'Autre tenu par les élites contemporaines. Ce discours, avons-nous affirmé, nous en révèle bien davantage sur les élites elles-mêmes que sur son objet supposé. Nous avons illustré ce propos en spécifiant qu'il nous fallait nous livrer à une certaine introspection lorsque nous voyons ces illustrations du versant sombre de la Montagne Sainte-Genève afin de prendre conscience que nous sommes nous-mêmes l'objet d'un conditionnement qui nous impose une image et, qu'en conséquence, nous ne sommes pas entièrement libres d'imaginer la réalité vécue derrière ces murs décrépits et sombres. Nous avons signalé, enfin, que des travaux récents sur l'expérience urbaine vécue par les plus défavorisés d'hier et d'aujourd'hui nous invitent à reconsidérer les images des centres-villes, celles de Marville certes, mais également les nôtres.
- 52 Poser la question de la valeur des images de Marville en tant que sources, c'est émettre un doute sur les formes de témoignage issues du monde des élites les plus généralement acceptées. C'est soumettre les documents photographiques au même procédé critique que les documents écrits porteurs du discours des élites. Néanmoins, les textes de Marville ont été le prétexte de notre propre analyse proposant une représentation différente de ces rues et des réalités qui y ont été vécues. Afin d'élaborer cette image, nous avons d'abord recréé les rues, les édifices et les entreprises du quadrilatère pour montrer que, loin d'être une zone abandonnée de la métropole, ce secteur répondait avec dynamisme aux forces du marché et s'adaptait aux besoins de ses habitants. Puis, nous avons examiné la validité de chacun des griefs constituant l'anathème lancé à l'endroit des résidents du quadrilatère pour en conclure que leurs identités, leur métiers et, dans la mesure où nous avons pu le constater, leurs comportements montrent qu'il s'agissait de gens tout à fait normaux et respectables, bataillant ferme pour boucler leur budget et qui généralement y arrivent, certains accumulant même quelques économies. Enfin, nous avons scruté plus minutieusement un groupe dont plusieurs attributs apparaissaient comme les signes du seuil extrême de la marginalité et avons soutenu que ces personnes ne correspondaient nullement aux modèles d'échec que les observateurs contemporains croyaient avoir détecté chez elles. Le quadrilatère étudié n'est donc pas à part mais imbriqué dans un quartier et des communautés complexes sans limites physiques ou culturelles faciles à déterminer. Ce n'est pas uniquement une zone de transition, de premier accueil pour nouveaux migrants temporaires ou saisonniers<sup>144</sup>, c'est aussi une zone de résidence et de travail choisie par des habitants et, à moindre degré, une zone de relégation de laissés-pour-compte qui font plus pitié que peur.
- 53 Ces conclusions sont intimement liées aux réflexions actuellement en cours sur la vie urbaine en général et, plus particulièrement, sur les populations urbaines économiquement

défavorisées. Au gré de celles-ci, nous en sommes venus à prendre conscience non seulement du poids des représentations de l'espace urbain dans notre pensée, mais aussi que ces représentations sont polysémiques : les images varient selon les groupes sociaux, selon l'âge et le genre, entre les résidents permanents de la ville et ceux qui s'y considèrent temporaires. Nous avons aussi appris à ne pas tenir pour acquises les représentations de ces secteurs défavorisés, considérés dysfonctionnels et hostiles, que se font généralement les personnes venant de l'extérieur de ces quartiers. Il en va ainsi non seulement parce que nous sommes désormais rompus à la lecture critique des textes littéraires ou iconographiques, mais aussi et surtout parce que nous avons compris qu'aussi réel et concret que puisse paraître l'environnement bâti, la ville invisible, celle de l'esprit, des réseaux, des sociabilités et des échanges est beaucoup plus vitale pour celles et ceux qui y vivent.

54 Alors que nous tentons de nous convaincre que notre représentation est plus fidèle à la réalité que ne le sont les images de Marville, nous restons douloureusement conscients du caractère incomplet et flou du tableau que nous avons esquissé. Comme tous les chercheurs de notre époque, nous nous rendons compte que la recherche n'est qu'exploration, que ses résultats sont davantage des lectures du réel que de réelles découvertes, et que ce texte est une construction, au même titre que n'importe quel artefact culturel. Nous savons très bien que les historiens et les anthropologues ne peuvent plus se permettre de parler pour ces « sans voix » avec la même belle assurance que jadis. Nous savons aussi qu'une part appréciable de la vie urbaine – les paroles prononcées, les gestes, le langage corporel et les interactions sociales – ne laisse guère de traces et nous est à jamais perdue<sup>145</sup>. L'est également la résistance symbolique, avec ses armes secrètes que sont l'ironie, le sarcasme et le ridicule, dont usent les dominés, de notre quadrilatère comme de partout ailleurs, derrière le dos des dominants. James C. Scott, dont les travaux<sup>146</sup> nous ont tant éclairé sur ce qu'il appelle « la guérilla ricaneuse », cite ce proverbe éthiopien qui résume admirablement le recours à cette arme du faible : « Lorsque le grand seigneur passe sur son cheval, le paysan s'incline respectueusement et tranquillement passe le vent ». Lorsque l'historien galope à travers les archives, les anciens habitants du versant nord de la Montagne Sainte-Genève suivent vraisemblablement l'exemple des paysans éthiopiens. Nous nous consolons néanmoins en croyant qu'en relisant les sources sérielles et en utilisant les données qu'elles fournissent à d'autres fins que celles pour lesquelles elles avaient été initialement compilées,<sup>147</sup> qu'en grim pant aux échelles bringuebalantes que nous avons bricolées et en épiant aux fenêtres sombres avec nos jumelles embuées, nous avons tout au moins aperçu l'ombre de réalités jadis vécues. Nous trouvons une pareille consolation pour tous les efforts déployés dans l'atteinte de ces timides résultats dans ces lignes de Charles Baudelaire, grand promeneur nocturne des rues parisiennes s'il en est – quoiqu'il n'eût sans doute pas fréquenté les nôtres :

Celui qui regarde du dehors à travers une fenêtre ouverte, ne voit jamais autant de choses que celui qui regarde une fenêtre fermée. Il n'est pas d'objet plus profond, plus mystérieux, plus fécond, plus ténébreux, plus éblouissant qu'une fenêtre éclairée d'une chandelle. Ce qu'on peut voir au soleil est toujours moins intéressant que ce qui se passe derrière une vitre.

Charles Baudelaire, *Le Spleen de Paris*<sup>148</sup>

## Annexe

Tableau de la note 73.

Lieu de naissance des résidents (en pourcentage)

|                               | Seine |      |         | Province |      |         | Etranger |      |         |
|-------------------------------|-------|------|---------|----------|------|---------|----------|------|---------|
|                               | H     | F    | Moyenne | H        | F    | Moyenne | H        | F    | Moyenne |
| Nos rues                      | 25.3  | 35.0 | 29.0    | 53.8     | 47.5 | 51.4    | 20.9     | 17.4 | 19.6    |
| Quartier Saint-Victor         | 26.8  | 37.4 | 31.5    | 64.8     | 56.7 | 61.2    | 8.3      | 5.9  | 7.3     |
| V <sup>e</sup> arrondissement | 31.0  | 40.1 | 35.2    | 62.7     | 55.9 | 59.5    | 6.3      | 4.1  | 5.3     |

|                         |      |      |      |      |      |      |     |     |     |
|-------------------------|------|------|------|------|------|------|-----|-----|-----|
| Département de la Seine | 34.2 | 40.9 | 37.5 | 60.4 | 54.6 | 57.6 | 5.4 | 4.5 | 4.9 |
|-------------------------|------|------|------|------|------|------|-----|-----|-----|

Données calculées à partir du recensement manuscrit du V<sup>e</sup> arrondissement et du recensement publié pour la France, Statistique de la France, *Résultats généraux du dénombrement de 1861*, Strasbourg, Imprimerie administrative de Veuve Berger-Levrault, 1864. La forte proportion d'étrangers s'explique par le regroupement dans nos rues de migrants italiens et hessois. Les données manuscrites du recensement de 1856 n'énumèrent pas les provinciaux et les étrangers par rue et il est impossible de savoir si leur proportion dans la population augmentait, comme on le suppose fortement.

## Notes

1 . L'auteur a bénéficié de l'aide et l'encouragement de Réjeanne CRISTANTÉ et de Sophie PICHE aux Archives de l'Assistance publique et des Hôpitaux de Paris, de Marie-Andrée CORCUFF et, comme toujours, de Brigitte LAINÉ aux Archives de Paris, d'André le CAOUENC et de Jean-Louis GINHAC aux Archives de la Préfecture de police, d'Alfred FIERRO à la Bibliothèque historique de la Ville de Paris, de Catherine DUPRÉ aux Archives de l'Église Evangélique luthérienne et d'Eckhart G. FRANZ à l'Hessisches Staatsarchiv Darmstadt.

2 . Pour un exposé clair sur les raisons qui expliquent pourquoi, parmi tous les sens, la vue est celui qui est généralement le plus favorisé, voir Anthony SYNOTT, *The Body Social. Symbolism, Self and Society*, Londres, Routledge, 1993, en particulier le chapitre « Site: The Eye and I », pp. 206-227.

3 . Comme l'ont fait Arlette FARGE, *La Vie fragile. Violence, pouvoirs et solidarités à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Hachette, 1986 et David GARRIOCH, *Neighbourhood and Community in Paris 1740-1790*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986.

4 . Des collections complémentaires des négatifs de verre de Marville sont conservées à la Bibliothèque historique de la Ville de Paris et au Musée Carnavalet.

5 . Charles MERRUAU, *Souvenirs de l'Hôtel de Ville de Paris*, Paris, Éditions Plon, 1875, p. 350.

6 . Le travail de Marie de Thézy constitue une exception. Voir surtout l'introduction pp. 9-39 de son *Marville Paris*, Paris, Éditions Hazan, 1994.

7 . Nos lectures des textes de Marville ont été très influencées par l'intelligence du travail de théorisation de la photographie de Victor Burgin, John Tagg, Abigail Solomon-Godeau, Roland Barthes, et Martha Rosler.

8 . Elizabeth EDWARDS [dir.], *Anthropology and Photographs 1860-1920*, New Haven, Yale University Press, 1994 et Jon WAGNER [dir.], *Images of Information. Still Photography in the Social Sciences*, Beverly Hills, Sage, 1979.

9 . Il y a quelques exceptions. Nous en avons deux exemples : le numéro thématique de 1989 du *Journal of Urban History* et Peter B. HALES, *Silver Cities : The Photography of American Urbanization, 1839-1915*, Philadelphie, Temple University Press, 1984.

10 . Les six rues sont anciennes (elles ont été développées au XIII<sup>e</sup> siècle), étroites, plus sombres et humides que d'autres du même secteur (non seulement sont-elles sur le versant nord de la Montagne Sainte-Geneviève mais la hauteur des immeubles qui s'y trouvent empêche les rayons de soleil d'y pénétrer) et elles sont essentiellement réservées aux piétons. La rue d'Arras avait 156 mètres de long, la rue du Mûrier 83 mètres, la rue du Paon 86 mètres, la rue Traversine 244 mètres et la rue de Versailles 80 mètres. Ces rues étaient néanmoins représentatives d'un grand nombre de rues du quartier et de l'arrondissement. Avant 1860, les six rues se trouvaient dans le quartier du Jardin des Plantes et dans le XII<sup>e</sup> arrondissement ; après la reconfiguration du plan de la capitale, elles font partie du quartier Saint-Victor (ainsi renommé mais à peine redessiné) et du V<sup>e</sup> arrondissement.

11 . Walter BENJAMIN a fait ressortir avec justesse que le film concentre notre attention sur les détails cachés des objets familiers et nous permet ainsi de remarquer des éléments que l'on n'aurait pas vus autrement. Voir à ce sujet les propos de Michael J. DEAR, *The Postmodern Urban Condition*, Oxford, Blackwell, 2000, p. 178.

12 . C'est la raison pour laquelle Manuel CASTELLS a rejeté l'écologisme, et a souligné que l'emphase sur la forme spatiale n'est qu'un hareng saur idéologique car les vrais problèmes du système capitaliste résident ailleurs : *La question urbaine*, Paris, Éditions Maspero, 1972, traduction anglaise *The Urban Question*, Londres, Arnold, 1977, p. 73.

13 . Marie de THÉZY, *Marville Paris...*, ouv. cité, p. 33, insiste sur le fait que le peuple est plus présent dans ses images qu'on ne le croit. Nous n'acceptons pas cette interprétation : au lieu de présenter des rues où foisonne la population, il plaque quelques rares figures servant essentiellement à indiquer l'échelle.

14 . Nous faisons allusion aux images des rues de Paris d'Adolphe BRAUN au début des années 1860, images qui captaient le mouvement en utilisant un temps d'exposition plus court. Les photographies des

ruelles et cul-de-sac condamnés à Glasgow en 1868 par Thomas ANNAN mettaient aussi en scène des résidents :seulement deux de ses vingt-huit photos ne comportent ni personnages, ni témoignages de la vie quotidienne (des cordes à linge, par exemple). Thomas ANNAN, *Photographs of the Old Closes and Streets of Glasgow 1868-1877 with a Supplement of 15 Related Views with a New Introduction by Anita Ventura Mozley*, New York, Dover Publications, 1977 3<sup>e</sup> édition, (1<sup>re</sup> édition avec 40 photographies, 1877-1879).

15 . Ceux et celles qui gagnaient leur vie dans les rues de Paris comme vendeurs, amuseurs publics, décrotteurs et glaneurs ont fréquemment été représentés. Vincent MILLIOT, « Le travail sans le geste. Les représentations iconographiques des petits métiers parisiens (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles) », dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 41, 1994, pp. 5-28. Même Jules Vallès, qui a inventé le terme *realisme* pour le réalisme dont il voulait faire preuve dans ses portraits littéraires des rues de Paris pendant et après le Second Empire, ne signale encore que les amuseurs et les petits commerçants. Roger BELLET, « Rue de Paris et Tableau de Paris, vieux Paris et Paris révolutionnaire chez Jules Vallès », pp. 138-139 dans Roger BELLET [dir.], *Paris au XIX<sup>e</sup> siècle : aspects d'un mythe littéraire*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1984. Même quand, en de rares occasions, les impressionnistes ont représenté les classes populaires dans l'espace urbain, ils ont poursuivi la tradition pittoresque. Manet a ainsi peint son chanteur de rue et son chiffonnier. Robert L. HERBERT, *Impressionism. Art, Leisure, and Parisian Society*, New Haven, Yale University Press, 1988, pp. 62-65.

16 . André Rouillé a montré que, pendant le Second Empire, les photographes n'ont guère accordé d'attention aux classes populaires, « Les images photographiques du monde du travail sous le Second Empire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 54, 1984, pp. 31-44. Il est possible que, comme l'a avancé Peter B. HALES en ce qui concerne les villes américaines (*Silver Cities...*, ouv. cité, p. 213), la percée dans les représentations photographiques des classes populaires et de la pauvreté urbaine se situe dans les années 1880 quand Jacob Riis a promené son appareil photographique et son *flash* au magnésium nouveau style à l'intérieur des logements new-yorkais et a publié son ouvrage *How the Other Half Lives. Studies among the Tenements of New York*, New York, Dover, 1971, édition originale de 1890. Son titre est significatif : il indique que ses lecteurs sont avec lui du côté de la caméra alors que les pauvres représentent l'autre constitué en objet.

17 . Il y avait une tradition bien établie de publication d'images pittoresques d'immeubles parisiens parmi lesquelles *l'Ancien Paris* de Adolphe-Marial Potémont, trois volumes *in folio* de lithographies entre 1843 et 1866, est sans doute le plus représentatif et le plus mémorable. On peut aussi citer les photographies des démolitions de la rue de Rivoli par Henri Le Secq au début des années 1850 comme des images nostalgiques d'immeubles appelés à disparaître. C'est du moins l'avis de Eugenia Parry JANIS, « Demolition picturesque: Photographs of Paris in 1852 and 1853 by Henri Le Secq », dans Peter WALCH et Thomas F. BARROW [dir.], *Perspectives on Photography*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1986, pp. 33-66.

18 . D'autres photographes étaient aussi embauchés à l'époque dans le but de proposer une propagande visuelle en faveur du modernisme. Pour quelques exemples, voir Philippe NÉAGU et Françoise HEILBRUN, « Étude : Baldus, paysages, architectures », dans *Photographies*, 1 1983, pp. 53-77 et Elizabeth Anne McCauley, *Industrial Madness. Commercial Photography in Paris, 1848-1871*, New Haven, Yale University Press, 1994, chapitre V, « Collard, the Machine, and the Modern », pp. 195-232.

19 . Les recherches de Marie de Thézy ont démontré qu'en 1858, il avait signé un contrat pour photographier le Bois de Boulogne et elle suggère qu'en 1865, on lui a probablement demandé de constituer des archives photographiques des rues destinées à disparaître.

20 . Il n'est pas étonnant que ses photographies soient des photographies d'art. Il a été récemment découvert que de 1830 à 1851, alors qu'il utilisait le procédé du callotype, Marville a illustré des livres et des revues et qu'il produisait des callotypes au début des années 1850 (Constance HUNGERFORD, « Charles Marville, Popular Illustrator : The Origins of a Photographic Sensibility », dans *History of Photography*, 1985, pp. 227-246).

21 . Le milieu du siècle voit arriver la mode du roman à « mystère ». *Les Mystères de Paris* de Sue avaient leur contrepartie au-delà de la Manche avec les *Mysteries of London* de G.W.M. Reynolds. Voir Anne HUMPHREYS « Generic Strands and Urban Twists : The Victorian Mysteries Novel », dans *Victorian Studies* 34, 1991, pp. 455-472. L'utilisation la plus évidente de cette veine d'exploration de terres étrangères dans les évocations journalistiques de la pauvreté urbaine est évidemment celle des descriptions des métiers de la rue à Londres par Henry MAYHEW, *London Labour and the London Poor*, Londres, Frank Cass, 1967, 4 vol. (première édition 1851). Dans la préface à son ouvrage, il se décrit lui-même comme un « voyageur dans le pays inconnu de la pauvreté » (notre traduction). D'autres à Paris, à Londres et ailleurs utilisent la même métaphore. Deborah Epstein NORD, « The Social Explorer as Anthropologist: Victorian Travelers among the Urban Poor », dans William SHARPE et Leonard WALLOCK [dir.], *Visions of the Modern City*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1987, pp. 122-134.

- 22 . Chacune des trois épidémies de choléra qui ont frappé Paris, soit en 1832, 1849 et 1865, a suscité des publications statistiques résultant d'un effort résolu, sinon efficace, des praticiens de la médecine pour comprendre l'étiologie de la maladie.
- 23 . Quiconque a lu les topographies médicales, les rapports sur les épidémies ou les notes des cliniques médicales des médecins les plus célèbres ne peut qu'admirer l'effort continu déployé pour comprendre. Il ou elle doit aussi reconnaître qu'ils n'y sont pas parvenus. Les historiens n'ont toutefois pas fait beaucoup mieux. En conséquence, la réalité de la mortalité urbaine excessive n'a pas encore été clarifiée (Jacques DUPÂQUIER, dans « La surmortalité urbaine », dans *Annales de démographie historique*, 1990, pp. 7-11 s'est même interrogé sur son importance). Nous ne connaissons pas non plus les causes de la mortalité différentielle : était-elle le résultat de causes environnementales ou d'une combinaison de facteurs comprenant aussi l'épuisement au travail et la malnutrition ? Nous ne savons même pas si les migrants étaient plus vulnérables que les natifs aux maladies propres à la ville ou s'ils arrivaient jeunes, en bonne santé et capables de résister. Il est alors vraisemblable que les contemporains – et les historiens – aient exagéré l'influence de l'environnement. En effet, lorsqu'une baisse significative du taux de mortalité est survenue à Paris dans les deux dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est la chute du taux de mortalité infantile qui en a été la cause principale. L'opinion courante est en effet que ce changement est dû au recours à l'allaitement maternel et à la stérilisation du lait et des biberons plus qu'à l'amélioration des pratiques sanitaires. Pour une brève discussion sur ces questions, voir Alain FAURE, « Migrations intérieures et villes dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle », dans *Historiens et géographes*, 338, 1992, pp. 151-160. Pour une analyse globale des facteurs ayant entraîné la chute de la mortalité infantile, voir R.I. WOODS, P.A. WATERSON et J.H. WOODWARD, « The Causes of Rapid Infant Mortality Decline in England and Wales, 1861-1921 », dans *Population Studies*, 42, 1988, pp. 343-366 et 43, 1989, pp. 113-132.
- 24 . Pour une revue des perceptions des élites sur la ville et leurs conséquences sur notre compréhension du Paris de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, voir notre chapitre « Visions et (ré)visions des dynamiques de la croissance urbaine dans le Paris de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle », dans Karen BOWIE [dir.], *La modernité avant Haussmann*, Paris, Éditions Recherches, 2001, pp. 41-56. On sait que des développements parallèles ont cours à Londres à la même époque. Donald Olsen avance qu'une « crise de la conscience » s'y développe dans le deuxième quart du même siècle lorsque des observateurs parmi les élites ont commencé à voir la ville comme « sale et mortifère » et que cette perception ne pouvait se justifier par des transformations dans l'environnement urbain lui-même. Voir son « Introduction: Victorian London » dans David OWEN, *The Government of Victorian London, 1855-1889*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1982, pp. 10-12.
- 25 . En se référant aux regards entre les individus, mais son propos aurait pu aussi bien s'appliquer au regard des élites, Georg SIMMEL a écrit en 1921 : « Par son observation de l'autre pour le saisir, une personne se révèle elle-même. Le geste même par lequel un observateur cherche à connaître celui qu'il observe fait qu'il se livre à l'observation de l'observé. L'œil ne peut prendre sans donner en même temps » (notre traduction). Cité par Anthony SYNOTT, *The Body Social...*, ouv. cité, p. 2.
- 26 . Peter STALLYBRASS et Allun WHITE, *The Politics and Poetics of Transgression*, Londres, Methuen, 1986, p. 128) ont cependant montré que ces attitudes face à l'Autre étaient ambiguës, les observateurs parmi les élites étant à la fois repoussés et attirés par cet Autre. Charles DICKENS, dont l'imagination était stimulée par des visites régulières dans les zones pauvres de Londres se plaisait à parler d'« attraction de la répulsion ».
- 27 . Lyn H. LOFLAND, *The Public Realm: Exploring the City's Quintessential Social Territory*, Hawthorne, N.Y., Aldine de Gruyter, 1998, pp. 143-144.
- 28 . Pour une discussion stimulante de ces perceptions comme étant à la fois problématiques et utopiques, voir Anthony VIDLER, « The Scenes of the Street : Transformation in Ideal and Reality, 1750-1871 », dans Stanford ANDERSON [dir.], *On Streets*, Cambridge (Mass.), M.I.T. Press, édition de 1986, pp. 29-111 et son ouvrage *L'Espace des Lumières*, Paris, Picard, 1995.
- 29 . Les attitudes des élites face à l'hygiène ont récemment fasciné les chercheurs tout autant que la propreté l'a fait pour les élites elles-mêmes au XIX<sup>e</sup> siècle. Voir, entre autres, Jean-Pierre GOUBERT, *La Conquête de l'eau. L'avènement de la santé à l'âge industriel*, Paris, Robert Laffont, 1986 et Georges VIGARELLO, *Le Propre et le sale. L'hygiène du corps depuis le Moyen-Age*, Paris, Éditions du Seuil, 1984.
- 30 . On a soutenu que la peur des élites devant les insurrections populaires et les villes en ébullition avait temporairement entraîné un abaissement du seuil de leur sensibilité olfactive de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'aux environs du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle : David HOWES et Mark LALONDE, « The History of Sensibilities : Of the Standard of Taste in Mid-eighteenth-Century England and the Circulation of Smells in Post-Revolutionary France », dans *Dialectical Anthropology*, 16, 1992, pp. 125-135 et David HOWES, « Olfaction and Transition : An essay on the Ritual Use of Smell », dans *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, 24, 1987, pp. 398-416. Voir aussi Alain CORBIN, « Histoire et anthropologie sensorielle », dans *Anthropologie et sociétés*, 14, 1990, pp. 13-24 et *Le Miasme et la jonquille. L'odorat*

et *l'imaginaire social, XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Éditions Aubier-Montaigne, 1982. L'odeur agit encore comme une arme symbolique puissante dans la création et le renforcement des frontières entre les ethnies et les classes. Dans une phrase bien connue, le socialiste George Orwell, qui appartenait aux classes moyennes, a écrit que « le vrai secret de la distinction sociale se résume en quatre mots effrayants ... les classes inférieures [*sic*] sentent mauvais », *The Road to Wigan Pier*, London, Victor Gollancz, 1937, pp. 159-160.

31 . Au cours d'une discussion sur le tourisme au XIX<sup>e</sup> siècle, Joan M. SCHWARTZ a fait un beau jeu de mots : « photographers were an agent of sight but they were also a site of agency ». « The Geography Lesson : Photographs and the Construction of Imaginative Geographies », dans *Journal of Historical Geography*, 22, 1996, pp. 16-45.

32 . Ceci est vrai de façon générale pour les images et bien sûr, pour celles des villes. « L'image de la ville ne flotte pas au-dessus de la nature conflictuelle de la société, pas plus qu'elle n'existe seule dans l'esprit de quelques représentants des élites ; elle se situe au niveau de l'interaction des groupes et joue un rôle de bannière dans la lutte entre des intérêts sociaux en opposition, comme certaines visions de ce que la société pourrait être plus que de ce qu'elle est devenue. » (notre traduction). Mark GOTTDIENER, « Culture, Ideology, and the Sign of the City », pp. 202-218 dans Mark GOTTDIENER et Alexandros LOGOPOULOS [dir.], *The City and the Sign: An Introduction to Urban Semiotics*, New York, Columbia University Press, 1986, pp. 202-218.

33 . Pierre FRANCASTEL, *Études de sociologie d'art*, Paris, Éditions Denoël, 1970, p. 60.

34 . Questionner ce qui nous apparaît vrai de façon évidente a beaucoup stimulé certains des travaux récents les plus intéressants en sciences sociales. Le défi qui a été lancé par Paul Rabinow d'« anthropologiser l'ouest [...] pour montrer combien exotique a été sa reconstitution de la réalité [...] » a été relevé (notre traduction). « Representations are Social Facts. Modernity and Post-Modernity in Anthropology », dans James CLIFFORD et George. MARCUS [dir.], *Writing Culture*, Berkeley, University of California Press, 1986, pp. 234-261.

35 . « Le Niveau de la Rue », comme Richard Sennett l'a signalé il y a un quart de siècle, « est un espace mort [...] ». Ce n'est qu'un passage vers l'intérieur », *Fall of Public Man*, New York, Knopf, 1977, pp. 12-15.

36 . Philippe GENESTIER, « Éloge du ghetto, stéréotypes et termes repoussoirs de la pensée urbanistique », dans *Villes en parallèle*, 15-16, 1990, pp. 313-329, a procédé à une première déconstruction du terme « ghetto » alors que Yankel Fijalkow a montré comment l'expression « îlot insalubre » était construit par les observateurs appartenant aux élites dans son ouvrage intitulé avec justesse *La Construction des îlots insalubres. Paris 1850-1945*, Paris, L'Harmattan, 1998.

37 . Cité par François LAPLANTINE, *La Description ethnographique*, Paris, Nathan, 1996, p. 28.

38 . Tout comme les premiers anthropologues travaillant pendant la période coloniale ont tenté de démontrer que les sociétés dites primitives étaient complexes et leurs habitants rangés et sensibles, certains anthropologues urbains se sont, de la même façon, donnés pour mission de défendre ceux qui vivent dans les bidonvilles et les centre-villes délabrés. Quelle que soit la légitimité de telles entreprises, il y a un danger à accorder tant d'importance à la capacité d'agir par soi-même que l'on en oublie de prendre en compte les processus plus larges que les défavorisés ne peuvent contrôler et qui font succomber un certain nombre d'entre eux. Pour un rappel à ce propos, voir Lisa Redfield PEATTIE et Edward ROBBINS, « Anthropological Approaches to the City », dans Lloyd RODWIN et Robert M. HOLLISTER [dir.], *Cities of the Mind : Images and Themes of the City in the Social Sciences*, New York, Plenum, 1984, pp. 83-95 et J. SQUIRES, « Ordering the City : Public Spaces and Political Participation », dans John WEEKS [dir.], *The Lesser Evil and the Greater Good : The Theory and Politics of Social Diversity*, Londres, Rivers Oram Press, 1994, p. 89.

39 . On doit dire que la recherche sur les effets des fortes densités de population sur les taux de morbidité, de mortalité et de criminalité nous amène à nous interroger sur l'ensemble des causes influant sur ces taux. S. KIRMEYER, « Urban Density and Pathology: A Review of Research », dans *Environment and Behavior*, 10, 1978, pp. 247-269.

40 . Pour illustrer jusqu'à quel point il nous est difficile de nous débarrasser des tabous entourant la saleté et les odeurs, voir le témoignage de la fille d'un tailleur de pierre et les conditions sur une petite île au large de la Suède au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, de même que la réaction des chercheurs devant ce témoignage dans Jonas FRYKMAN et Orvar LÖFGREN, [dir.] *Force of Habit: Exploring Everyday Culture*, Lund, Lund University Press, 1996, pp. 158-163.

41 . Alain CORBIN nous a donné une description glaçante des conditions de vie dans le Limousin – région de laquelle proviennent tant de migrants temporaires à Paris – dans son ouvrage *Archaïsme et modernité au Limousin au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Rivière, 1975.

42 . Dans un rapport de 1851 sur les conditions sanitaires du XII<sup>e</sup> arrondissement (ancien), l'auteur affirme que ses habitants semblaient prendre plaisir à aggraver des conditions de salubrité déjà très mauvaises (dû au fait, croyait-il, de leur ignorance des vrais principes d'hygiène). Archives de

la Préfecture de Police, Commission des logements insalubres, *Rapport général des travaux de la Commission pendant l'année 1851*, Paris, 1852. L'attitude rapportée est sans doute plus importante que son interprétation. Comme trop souvent, toute attitude de mépris que les habitants auraient pu nourrir à l'égard de leurs visiteurs n'est pas rapportée. Sur la possible importance de cet élément, voir William I. Miller, *The Anatomy of Disgust*, Cambridge, Harvard University Press, 1997, chapitre IX, pp. 206-234.

43 . Le déclin récent de l'économie de certains centre-villes aux Etats-Unis et ses conséquences pour les pauvres – habituellement des Afro-américains – qui y restent suggèrent *a contrario* que le dynamisme des centre-villes du passé agissait comme un aimant.

44 . Ce point de vue est fortement défendu par Michael J. PIORE dans *Birds of Passage : Migrant Labour and Industrial Societies*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979, p. 54.

45 . Nous sommes conscients que la brièveté des propos tenus ici conduit à éluder une série de questions controversées et importantes en histoire des migrations telles celles des facteurs d'attrait et de répulsion des migrants, de la sensibilité des courants migratoires aux conditions économiques, de l'auto-sélectivité des flux, de l'impact des migrations sur les salaires, de la concentration des natifs de la ville hors des emplois inférieurs et mal rémunérés. Les réponses à ces questions n'invalideraient cependant pas les conclusions énoncées.

46 . Enzo MINGIONE, « Urban Survival Strategies, Family Structure and Informal Practices », dans Michael Peter SMITH [dir.], *The Capitalist City. Global Restructuring and Community Politics* (Oxford, Basil Blackwell, 1987, pp. 297-322 a tenté de résumer les ressources accessibles aux indigents. Brian ROBERTS, dans « Household Coping Strategies and Urban Poverty in Comparative Perspective », dans Mark GOTTDIENER et C.G. PICKVANCE [dir.], *Urban Life in Transition*, Newbury Park, Sage, 1991, pp. 135-168 affirme de façon convaincante, comme d'autres, que l'unité familiale et ses stratégies étaient partout cruciales à la compréhension de la vie urbaine.

47 . On peut formuler deux reproches aux débats récents sur les perceptions des élites sur l'Autre. Le premier est que, trop souvent, ils n'identifient pas les désaccords entre les observateurs et n'admettent pas les incertitudes dans les efforts courants les plus sérieux pour comprendre la réalité. Le second est que la réalité derrière les constructions s'y trouve éludée (en partie, bien sûr, parce que certains chercheurs croient qu'il n'y a pas de réalité derrière le discours). Nigel THRIFT a critiqué avec justesse la préoccupation récente et presque exclusive à déconstruire le discours des élites comme une obsession petite bourgeoise de nos propres constructions petites-bourgeoises de la réalité. : « Over-wordy Worlds », dans Chris PHILO [dir.], *New Words; New Worlds : Reconceptualizing Social and Cultural Geography*, Lampeter, St. David's University College, 1998, pp. 144-148. David BLACKBOURN fait la même critique de façon plus imagée : c'est le bruit d'une main qui applaudit. « Economy and Society: A Silent Bourgeois Revolution », dans Geoff ELEY et David BLACKBOURN [dir.], *The Peculiarities of German History*, Oxford, Oxford University Press, 1984.

48 . Nous avons construit la représentation des six rues choisies à l'aide de trois types de sources. Le premier type et le moins éclairant consiste dans les publications et la documentation laissées par les frères Lazare (Archives de Paris), D<sup>17</sup>/130 Fonds Lazare et Félix et Louis Lazare, *Dictionnaire administratif et historique des rues et monuments de Paris*, Paris, bureau de la Revue municipale, 1855. Les plans du cadastre et de l'expropriation constituent le deuxième type. (Archives Nationales), F<sup>31</sup>/23 and F<sup>31</sup>/95 and 96 – plans pour chaque immeuble et chaque îlot ; Bibliothèque historique de la Ville de Paris, Plan : Expropriation 161, « Modification du quadrilatère limité par l'École Polytechnique, la rue des Carmes, le quai de la Tournelle et la rue de Poissy » [1853]. Le troisième type de source et le plus important est sans doute le corpus offert par les documents fiscaux de chaque maison de ces rues conservés aux Archives de Paris, *Sommier foncier* (DQ18/ 274, 282, 285, 286, 288, 289, 295, 296 et 298) ; *Calepins de révisions du cadastre* (D<sup>1</sup>P<sup>4</sup>/44, 141, 780, 840, 1148, 1191) ; documents relatifs aux patentes (D<sup>3</sup>P<sup>4</sup>/2 « Développement par classe et par nature de profession, des résultats relatifs aux patentes », 1861, 1864, 1865 et D<sup>2</sup>P<sup>4</sup>/18 « Calepins industriels »). Même si elle ne les interprète pas toujours correctement, Françoise Bourillon a utilisé certaines de ces sources dans son article, « La rénovation du quartier Saint-Victor sous le Second Empire », dans *Recherches contemporaines*, 2, 1994, pp. 79-112.

49 . Comme l'a suggéré avec raison Adeline DAUMARD dans *Maisons de Paris et propriétaires parisiens au XIX<sup>e</sup> siècle, 1809-1880*, Paris, Éditions Cujas, 1965, p. 130.

50 . Les migrations vers cette partie de la ville, comme résultat des démolitions, ont commencé très tôt. Déjà en 1839, les autorités reconnaissaient que certains indigents sur les listes du Comité de bienfaisance de l'arrondissement avaient été forcés de s'y installer à cause de démolitions ailleurs. Archives de l'Assistance publique, Fosseyeux 96/7, « Procès-verbaux du bureau de bienfaisance du XII<sup>e</sup> arrondissement », 9 août 1839 et 22 juillet 1842. Tôt en 1851, le maire du XII<sup>e</sup> arrondissement écrivait que les démolitions autour de l'Hôtel de ville avaient forcé « une population nombreuse » à chercher refuge sur la Montagne Sainte-Geneviève. Arch. de Paris, VD<sup>6</sup>/670 lettre au Préfet de la Seine, 3 mars 1851.

51 . Les relevés manuscrits du recensement de 1856 pour le XII<sup>e</sup> arrondissement (Arch. de Paris, Vbis5F<sup>1</sup>/3) permettent de calculer que pour les six rues étudiées, le taux de vacance des logements était de

0,22%, soit un taux plus bas que celui de l'ensemble de l'arrondissement. Il est aujourd'hui généralement admis que, dans les villes, un taux de vacance de 3% constitue le seuil critique minimal pour les locataires.

52 . Comme Adeline DAUMARD l'a montré pour la rue Mouffetard, toute proche. *Maisons de Paris...*, ouv. cité, pp. 204-205.

53 . Sur l'extension rapide de ces cas, voir Chambre de commerce de Paris, *Statistique de l'industrie à Paris résultat de l'enquête faite par la Chambre de commerce pour l'année 1860*, Paris, Chambre de commerce, 1864, pp. 231-232.

54 . Fondé sur une comparaison entre les noms des propriétaires identifiés dans la matrice foncière de 1852 et la liste provenant des données du recensement manuscrit de 1861. Une petite proportion de ces changements étaient le résultat de la mort du propriétaire mais neuf cas sur dix provenaient de la vente de propriété. Ce roulement dans les titres de propriété dépasse celui qu'Adeline Daumard a calculé pour l'ensemble de la ville car elle conclut qu'en moyenne, les propriétés changeaient de main tous les 24 ans. *Maisons de Paris...*, ouv. cité, pp. 245-246.

55 . Nous ne disposons pas dans ces documents fiscaux de données complètes (ni d'indications des rénovations qui auraient pu être réalisées entre les différentes ventes), mais une comparaison entre les prix de vente de quatre de ces maisons achetées entre 1853 et 1861 et les ententes d'expropriation d'avril 1866 révèlent une augmentation de valeur allant de 225% à 350%. Arch. de Paris, D<sup>4</sup>P<sup>2</sup>/55 matrice foncière et *Gazette des Tribunaux*, 21 et 22 avril 1866.

56 . Ces augmentations étaient semblables d'une propriété et d'un rue à l'autre. Nos calculs sont fondés sur les évaluations municipales. Arch. de Paris, D<sup>1</sup>P<sup>4</sup> and DQ<sup>18</sup>. Il a été estimé que la hausse du prix des locations dans la capitale entre 1852 et 1862 correspondait à 42% et à un autre 9% entre 1862 et 1876. Avec les mêmes sources, Adeline Daumard effectue le même calcul pour la rue Mouffetard : elle trouve des augmentations inférieures des valeurs locatives, soit 34,8% pour les années 1842/1844 à 1854/1856 mais 51,7% pour les années 1854/1856 à 1863/1865.

57 . Comme les moyennes globales cachent des variations considérables, de plus amples recherches seraient nécessaires pour raffiner nos comparaisons.

58 . Sur un total de 109 commerces, 36 étaient des marchands de vins dont 20 offraient aussi le gîte (plusieurs servaient également des repas à leurs logeurs). Calculé à partir des Arch. de Paris, VD<sup>6</sup>/1384 « Tableau des offres », mars 1866 et la *Gazette des Tribunaux*, 21 et 22 avril 1866.

59 . La seule faillite dans ce secteur est celle d'un mécanicien de la rue du Bon-Puits en 1865. Les marchands de vins (activités souvent combinées à d'autres, relatives au logement et à la nourriture, comme le mentionne la note précédente) représentent 848 des 7 692 banqueroutes survenues entre 1861 et 1865. Le premier calcul provient d'un inventaire des marchands de vins dans le fichier des faillites des Archives de Paris, fichier organisé selon l'ordre chronologique mais qui n'indique pas le nom ni l'adresse des faillis. Le second calcul représente le nombre total des faillites identifiées aux registres pour les années 1861-1865 (Arch. de Paris, D<sup>10</sup>U<sup>3</sup>/34-38 Registres d'inscription des faillites du Tribunal de commerce de Paris).

60 . On y trouvait 27 boutiques d'artisans, 17 de denrées alimentaires et de services, 17 de marchands de seconde main (meubles, vêtements, chiffons...) et trois entreprises industrielles. Calculé à partir de la *Gazette des Tribunaux* et vérifié dans les almanachs du commerce pour les années 1860-1865.

61 . Une analyse des registres des entreprises actives pendant les années 1860 (Arch. de Paris, D<sup>2</sup>P<sup>4</sup>/16 « Etablissements industriels, I<sup>er</sup> au X<sup>e</sup> arrondissements [calepins industriels] ») nous aide à placer ces informations en perspective. Elle indique que dans les rues étudiées, il n'y avait que deux petites entreprises de tissage – une, sise rue du Mûrier comprenant 39 métiers et une autre rue du Paon en comprenant quatre –, et une petite fabrique d'eau de Javel rue Traversine, employant deux personnes. Elle montre aussi qu'il n'y avaient que 13 entreprises industrielles dans tout le quartier Saint-Victor (la plus importante d'entre elles produisait du cartonage pour l'industrie du livre et employait 50 personnes). Dans l'ensemble du V<sup>e</sup> arrondissement, il n'y avait que 95 entreprises, dont la plupart très petites (seulement six employaient plus de 40 employés). Le plus grand nombre appartenait au tannage du cuir.

62 . Comme l'a suggéré pour la ville en général François Loyer dans son ouvrage *Paris XIX<sup>e</sup> siècle : l'immeuble et la rue*, Paris, Éditions Hazan, 1987, pp. 24-26.

63 . On ne peut démontrer que ce fut le cas, car de telles manifestations de sociabilité et de tels gestes n'ont pas laissé de traces dans les sources. On peut toutefois soupçonner leur importance car les échanges étaient vraisemblablement limités par les longues heures de déplacement, les mouvements importants de population et l'hétérogénéité de la communauté. Pour une excellente discussion sur l'hétérogénéité dans une ville comportant une forte proportion d'immigrants, comme Paris l'a toujours été, voir Alan PRED, *Lost Words and Lost Worlds : Modernity and the Language of Everyday Life in Late-Nineteenth-Century Stockholm*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, pp. 9-26.

64 . Michelle PERROT, « Femmes au lavoir », dans *Sorcières*, 19, 1979, pp. 126-133 ; Marie-Hélène SIGNORET-GUILLON, « Le Lavoir espace féminin à Paris dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle »,

mémoire de maîtrise non publié, Université de Paris VII, 1980 ; Alain CORBIN, *Le Temps, le désir et l'horreur*, Paris, Éditions Aubier-Montaigne, 1991, chapitre « le Grand siècle du linge », pp. 23-52.

65 . Arch. de Paris, Archevêché. Registres de mariage, Saint-Nicolas-du-Chardonnet, 1861-1865. W. Scott HAINE, dans *The World of the Paris Café : Sociability among the French Working Class*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1996, pp. 45-48 arrive à une proportion semblable pour les mariages dans les classes populaires pour l'ensemble de Paris à cette époque.

66 . Quand, lors de la crise économique du milieu du siècle, la Chambre de commerce de Paris étudie les garnis, elle trouve qu'un résident sur sept profite du crédit accordé par son propriétaire (Chambre de commerce de Paris, *Statistique... 1847-1848*, p. 955). Ces derniers ne constituent qu'une des formes de logement offertes aux classes populaires et il est concevable que ces logeurs ne louant qu'un petit nombre d'unités de logement à des compatriotes ou à des personnes pratiquant un métier qu'ils avaient eux-même déjà pratiqué, pouvaient aussi fournir un crédit étendu. Nous ne devons quand même pas romancer les relations entre logeurs et commerçants et leurs clients : il y en avait qui trichaient en falsifiant ou en faisant des prêts à des taux usuriers. Marie-Anne Gondrat, logeuse rue Sainte-Marguerite, par exemple, fut emprisonnée à Saint-Lazare en août 1861, pour « usure habituel » (Arch. de Paris, D2Y/2/39 Registre d'écrou de Saint-Lazare).

67 . L'importance de tels rassemblements, à Paris et ailleurs, est bien connue. Même certains représentants des élites de l'époque reconnaissent que les pauvres vivaient ensemble pour d'autres raisons que l'économie sur les coûts du loyer. En 1836, le médecin François Leuret mentionne qu'« Il y a encore une autre raison pour que les pauvres se réunissent ; ils s'aident plus efficacement les uns les autres qu'ils ne seraient aidés par les riches. Les pauvres font vivre les pauvres, c'est un proverbe de la rue Mouffetard » François LEURET, « Notice sur les indigens de la ville de Paris », dans *Annales d'hygiène publique et de médecine légale* 15, 1836, pp. 294-358.

68 . Edwin Eames et Judith Goode indiquent que de telles installations sont toujours cruciales dans les stratégies de survie des pauvres des villes. « Strategies for Coping with Inadequate Resources: A Cross-Cultural View of the Behaviour of the Poor », dans George GMELCH et Walter P. ZENNER [dir.], *Urban Life*, New York, St. Martin's Press, 1980, pp. 287-297. Même si certains travaux portent sur la nourriture recyclée et les vêtements de seconde main à Paris, peu a encore été fait sur l'approvisionnement alimentaire des pauvres.

69 . Retrouver pourquoi il en était ainsi est particulièrement difficile pour deux raisons. L'une a déjà été évoquée ; il s'agit de la pauvreté des traces du passé qui nous sont parvenues et tout particulièrement l'absence de témoignage direct de la part de ceux qui ont été stéréotypés dans le discours des élites et rendus invisibles – comme dans les photographies de Marville – comme acteurs de plein droit. On ne peut donc les faire parler à la première personne et, dans notre analyse, ils doivent demeurer objets de connaissance plutôt que sujets de communication. Ce problème incontournable affaiblit d'autant notre étude que les recherches menées ailleurs sur les centre-villes comprenant des populations à faibles revenus ont démontré non pas la sombre uniformité construite par les élites mais plutôt une complexité confuse : les résidents reflétant l'hétérogénéité d'origines diverses, de stades différents dans le cycle de vie, de situations professionnelles variées et les réseaux de sociabilité à l'intérieur desquels ils sont inscrits se révèlent également fort divers. Par exemple, quand Maurizio GRIBAUDI a commencé à travailler à son ouvrage bien connu sur le quartier Borgo San Paolo de Turin, il a été surpris de découvrir le caractère complexe et contradictoire du quartier, l'importance du « turnover » de la population et les identités aux multiples facettes des résidents plutôt que la forte homogénéité qu'il s'attendait à trouver : *Itinéraires ouvriers. Espaces et groupes sociaux à Turin au début du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions de l'E.H.E.S.S., 1987, « introduction ». Il y a un siècle, Jacob RIIS affirmait que toute « carte [des communautés immigrantes de l'est de New-York] pourrait montrer plus de stries que la peau d'un zèbre et plus de couleurs qu'un arc-en-ciel. » *How the Other Half Lives...*, art. cité, p.18. Cette complexité s'étend aux groupes ethniques qui se tiennent à distance les uns des autres mais réussissent à vivre ensemble (comme l'a démontré, par exemple, Gerald SUTTLES pour une zone dite défavorisée de Chicago où il caractérise ces rapports entre ethnies de « segmentation ordonnée » : *The Social Order of the Slum*, Chicago, University of Chicago Press, 1968) ainsi qu'aux hiérarchies professionnelles et sociales et aux subtiles distinctions adoptées par les résidents, même dans les immeubles abritant les plus pauvres. Voir Sophie BODY-GENDROT et Veronique De RUDDER « Les relations inter-culturelles dans les villes : entre fictions et mutations », *Revue européenne des migrations internationales*, 14 (1998), pp.1-16.

70 . Nous sommes évidemment conscients, à regret, des limites imposées par de telles sources. Robert Park, un des pionniers d'une sociologie urbaine qui arpente les rues, fit remarquer que la seule utilisation de données statistiques était de peu de valeur et pouvait tout aussi bien être pratiquée par un secrétaire plus ou moins intelligent (Rolph LINDNER, *The Reportage of Urban Culture*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 84). Il donna à ses étudiants ce sage conseil : « On vous a dit d'aller fouiller à la bibliothèque dans le but d'accumuler une masse de notes et une généreuse couche de poussière. On vous a dit de choisir des problèmes pour lesquels vous pourrez trouver des piles moisies de données routinières basées sur des bordereaux insignifiants préparés par des bureaucrates fatigués et remplis par des candidats à une aide récalcitrants, par des piliers de bonnes œuvres affairés ou par des employés indifférents [...].

Un élément supplémentaire est nécessaire : l'observation de première main. Aller vous asseoir dans les salons des hôtels luxueux et sur le seuil des portes des garnis populaires; assoyez-vous sur les canapés de la Gold Coast [un quartier opulent de Chicago] et sur les lits de fortune des taudis ; assoyez-vous dans la salle de concert et au burlesque Star and Garter. Bref, messieurs, salissez votre pantalon dans la vraie recherche. » (notre traduction). Cité par John C. McKINNEY, *Constructive Typology and Social Theory*, New York, Appleton, 1966, p. 71. Même si nous ne croyons pas que la recherche ethnographique possède toutes les qualités d'un « sésame-ouvre-toi », nous ne pouvons que regretter l'absence de témoignages directs de ceux dont nous tentons de comprendre la vie.

71 . Le chiffre exact est de 5 066 habitants. Ils représentent 19,3% de la population du quartier et 5,23% de celle de l'arrondissement. Ces statistiques et les données comprises dans les paragraphes qui suivent proviennent des registres manuscrits du recensement conservé aux Arch. de Paris, Fonds des mairies Vbis5F1/3-9 et de l'Atlas 201 (mal catalogué). Le caractère exceptionnel de ces données doit être signalé car en général les recensements manuscrits du XIX<sup>e</sup> siècle n'ont pas survécu. Aussi précieux qu'ils puissent être, ces registres ne contiennent que les informations sur la population vivant dans cette section de la ville au moment du recensement et ne peuvent restituer toute l'extension des flux migratoires et l'importance des migrations temporaires et surtout saisonnières.

72 . Les femmes de plus de 60 ans ne constituaient que 10% des femmes comparativement à 8,5% pour l'ensemble de Paris en 1861. Dans nos rues, les veuves représentaient 9,9% des femmes en 1856 et 8,6% en 1861. Dans l'ensemble du quartier, les mêmes pourcentages correspondent à 12,6 et 7,64%. Les pourcentages de l'arrondissement (respectivement 11,64 et 11,79%) sont gonflés par le nombre de femmes dans les hospices. Les pourcentages de veufs dans nos rues sont légèrement inférieurs à ceux du quartier, du moins pour 1856, (4,0 et 4,5% contre 4,7 et 4,3%) Malheureusement, les sources ne permettent pas d'identifier les femmes chefs de famille.

73 . **Lieu de naissance des résidents (en pourcentage)**. Voir tableau en annexes.

Données calculées à partir du recensement manuscrit du V<sup>e</sup> arrondissement et du recensement publié pour la France, Statistique de la France, *Résultats généraux du dénombrement de 1861*, Strasbourg, Imprimerie administrative de Veuve Berger-Levrault, 1864. La forte proportion d'étrangers s'explique par le regroupement dans nos rues de migrants italiens et hessois. Les données manuscrites du recensement de 1856 n'énumèrent pas les provinciaux et les étrangers par rue et il est impossible de savoir si leur proportion dans la population augmentait, comme on le suppose fortement.

74 . Savoir si de telles occupations étaient toutes mal payantes et marginales à l'économie urbaine et à la culture de la rue est évidemment une autre question. Dans notre article, « Perceptions and Realities of the Urban Margin : The Rag Pickers of Paris in the First half of the Nineteenth Century », dans *Annales canadiennes d'histoire/Canadian Journal of History*, 27, 1992, pp.198-233, nous avons soutenu, que les chiffonniers, par exemple, étaient moins marginaux qu'on ne le dit.

75 . Il y avait 2 397 ouvriers du bâtiment (tous sauf trois étaient des hommes), 1 957 ouvriers du vêtement et des métiers connexes (dont 1 360 étaient des femmes). L'imprimerie et la reliure étaient représentées par 354 ouvriers (dont 274 étaient des hommes).

76 . Il y avait 165 hommes et 57 femmes dans les métiers de la rue 181 hommes et 11 femmes parmi les amuseurs publics. La différence de genre dans cette dernière catégorie s'explique par la présence d'une bande de jeunes Italiens musiciens de rue habitant la rue du Bon-Puits.

77 . Le chiffre total des adultes identifiés comme habitant dans nos rues à un moment pendant la période quinquennale allant de 1861 à 1865 et dont nous avons pu établir le métier s'élève à 4 370 (2 604 hommes et 1 766 femmes). Même si la taille et la provenance de l'échantillon assurent une forte représentativité, on ne peut en tirer que des résultats indicatifs de modèles généraux. Cette situation ne résulte pas seulement du fait que certains types de résidents peuvent être sous-représentés, mais aussi du fait que nous devons faire attention de ne pas conclure que les métiers déclarés aux autorités par les moins spécialisés étaient inscrits dans la pierre : plusieurs métiers obligeaient pour ainsi dire ceux qui les pratiquaient à en exercer un autre soit en même temps, soit durant la morte-saison ; la terminologie générique qualifiant certains métiers cachait également subtilement une hiérarchie significative à l'intérieur de ces métiers. Cette réalité qui se traduit pour nous en difficulté a toutefois pu représenter une souplesse vitale pour ceux qui vivaient dans nos rues.

78 . 13,6% pratiquent un métier spécialisé (même si être tailleur ou cordonnier – respectivement 2,8 et 1,5% – peut recouvrir une vaste gamme de conditions) desquels 1,9% sont imprimeurs et relieurs. 21,6% des hommes en activité se trouvaient dans les métiers de la construction dont les trois cinquièmes étaient maçons, la grande majorité (80%) de la Creuse. 28,8% de la population masculine de nos rues s'identifiaient comme journaliers. Les travailleurs occupés à l'entretien de la voie publique étaient 10% dont la moitié exerçaient le métier de balayeur. Leur présence massive dans ce secteur est discuté plus loin dans le texte.

79 . Les amuseurs publics représentaient 2,2% de tous les métiers, ceux qui exerçaient un commerce de rue (incluant les colporteurs, les commissionnaires et les porteurs d'eau) 2,1% et les métiers « sales » (chiffonniers, marchands de chiffons, revendeurs, écorcheurs de peaux de lapins, etc.), 2,0%.

80 . Les journalières représentaient 31,4% de tous les métiers féminins, les ouvrières du vêtement et autres métiers apparentés, 27,9%, les blanchisseuses 9,3% et les balayeuses de rue 4,9%.

81 . Chambre de commerce de Paris, *Statistique...1847-1848*, ouv. cité, p. 69 ; Chambre de commerce de Paris, *Statistique...1860*, ouv. cité, pp. XLI-XLII. En 1860 les ouvriers du bâtiment représentaient les deux-cinquièmes des travailleurs industriels habitant en garni. En temps normal, les deux-tiers du budget des classes populaires étaient alloués à la nourriture, dépense difficilement compressible. Réduire les dépenses de logement a donc toujours constitué une stratégie de survie, particulièrement pour les migrants.

82 . L'enquête de la Chambre de commerce estimait, par exemple, que 13% de tous les garnis recevaient des pensionnaires d'un seul métier. (*Statistique...1847-1848*, p. 980). On peut noter – comme la Chambre de commerce le fait elle-même – que son enquête ne couvre pas tous ceux qui vivent en maison garnie.

83 . 3,9% comparativement à 37,7% cinq ans avant. Une comparaison entre 1861 et 1834 (Archives de la préfecture de police, DA134 « Etat numérique des Français et étrangers présents dans les hôtels et logements garnis du quartier du Jardin du Roi, au 1<sup>er</sup> juillet 1834 ») laisse entendre que le nombre de personnes en garni dans nos rues s'est accru du triple entre 1834 et 1861 (de 678 à 1908). La distribution des immigrants à travers les rues concorde avec celle des garnis.

84 . En 1861, on retrouvait 52 garnis sur 101 adresses (et un plus grand nombre d'immeubles) dans nos rues où il n'y en avait que 24 en 1834. Les garnis pouvant accueillir entre 41 et 60 personnes abritaient 24,4% de tous ceux habitant ce type de logement et les garnis pouvant en accueillir plus de 60, 42,2%. Les deux tiers des garnis avaient toutefois une capacité d'accueil de moins de 40 personnes. À Paris, en 1847-1848, moins de 5% des logements garnis pouvaient accueillir plus de 40 personnes.

85 . La plus forte proportion de personnes en garnis (74,1% des hommes et 51,1% des femmes) habitaient rue Traversine ; la plus faible se trouvait rue d'Arras (respectivement 33,8 et 15,5%) et rue de Versailles (18,1 et 10,2%).

86 . La mort des tenanciers des deux garnis les plus importants de nos rues et leurs inventaires après décès offrent une rare possibilité de s'infiltrer à l'intérieur de ce commerce et de sa clientèle (Arch. Nat., *Minutier central des notaires*. Étude X/1317 et Étude CXVI/837 – inventaires retracés aux Arch. de Paris, DQ<sup>8</sup> *Tables des décès* et DQ<sup>7</sup> *Déclarations de mutation après décès*). Relativement à leur taille cependant, ces deux maisons ne sont pas représentatives car la vaste majorité des garnis avaient une faible capacité d'accueil, comme nous l'avons vu à la note 84, et malheureusement, leurs tenanciers n'ont pas laissé de biens assez importants pour donner lieu à un inventaire. Ces maisons ne peuvent donc pas être étudiées à partir des archives notariales ou d'autres documents. Les deux dont nous disposons de l'inventaire étaient tenues par des hommes partis de rien et certains membres de leur famille œuvraient aussi dans le commerce des marchands de vins/logeurs, pour des clientèles spécifiques reliées en partie à leurs propres origines. Le premier, Louis Tron, décédé en 1864, logeait des musiciens de rue et des ouvriers, Italiens pour la plupart (significativement, l'épouse de Tron était elle-même italienne), dans trois immeubles de la rue du Paon comprenant 36 unités de logement et 122 petits lits. Selon les données du recensement, il y avait 180 personnes (dont 130 jeunes Italiens musiciens de rue et leur *padroni*) à ces adresses en 1861. Les logements étaient relativement bien meublés. Le garni du 13 de la rue du Bon-puits occupait tout l'immeuble de cinq étages et n'abritait que des musiciens de rue italiens, logés dans des chambres comprenant en moyenne trois lits dont deux pour six personnes chacun. Les chambres étaient meublées de lits de bois avec deux matelas, une paire de draps, une couverture de laine, un édredon et un tabouret. Le tout évalué à 20 francs. Au numéro 5 de la même rue, où les Italiens étaient aussi regroupés, le garni qu'ils monopolisaient n'occupait qu'une partie de l'immeuble de cinq étages et les Italiens constituaient seulement la moitié de tous les résidents à cette adresse. Le garni était organisé et meublé de la même façon que le précédent (on y retrouvait 12 chambres et 39 lits). Les sources sérielles indiquent que des musiciens de la rue non-Italiens vivaient également à proximité comme d'autres familles italiennes dont les membres étaient ouvriers et balayeurs de rue, ce qui suggère fortement que les solidarités s'étendaient au-delà du garni. Le second tenancier de garni, Jean Fresquet, décédé du choléra en 1865, était à la tête de l'entreprise la plus importante, toute catégorie comprise, dans nos rues (son épouse reçut la compensation la plus élevée lorsque les immeubles ont été expropriés avant la démolition). En tout, il y avait 111 chambres avec un total de 193 lits dans la maison de chambres des numéros 39, 41, 43 et 45 de la rue Traversine. Le relevé des unités de location des immeubles des numéros 39 et 41 de cette rue, immeubles de six étages, et des numéros 43 et 45 qui en comportaient quatre font état de deux sortes de clientèle. Des 111 chambres du premier groupe, 78 ne comportaient qu'un lit étroit et par conséquent réservé à des personnes seules (une autre preuve – les statistiques d'arrestations et les certificats de décès – suggère que certains pouvaient avoir été plus âgés). Toutefois, neuf de ces chambres étaient équipées de trois lits, seize de quatre, deux de trois et une de six, laissant entendre que Fresquet fournissait aussi le logement à d'autres ouvriers qui, comme lui, provenaient peut-être du Massif central. L'ameublement de ces chambres était plus spartiate que celui des deux garnis de la rue du Bon-Puits : chaque lit, avec seulement un matelas, un traversin et une couverture de laine, était évalué entre quatre et six francs dans l'inventaire.

87 . Dans une des rares analyses historiques attentives à la façon dont l'espace urbain est occupé et vécu, Olivier ZUNZ a montré, à Detroit, l'importance du regroupement pour les ouvriers immigrants provenant de loin *The Changing Face of Inequality : Urbanization, Industrial Development, and Immigrants in Detroit, 1880-1920*, Chicago, University of Chicago Press, 1982. De semblables concentrations, sans être des ghettos, ont été trouvés à Paris. Pour un aperçu récent, voir Marie-Claude BLANC-CHALÉARD, « L'habitat immigré à Paris aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles : mondes à part ? », dans *Le Mouvement social*, 182, 1998, pp. 29-47.

88 . Un exemple, celui de l'immeuble situé au 12 de la rue du Paon, fournit une indication de la densité et de la diversité d'occupation à chaque adresse. Le bâtiment donnant sur la rue comportait quatre étages, une boutique de laitier et un débit de boisson au rez-de-chaussée et, ce qui était relativement rare dans cette zone, une porte cochère plutôt que l'habituelle porte ouvrant sur un corridor étroit. En 1861, l'immeuble comportait 45 unités de logement, dont 18 étaient de minuscules chambres louées au prix modeste de 40, 60, 80 ou 100 francs par année. Ces unités étaient occupées par 106 locataires, dont les trois quarts n'étaient pas nés à Paris mais, contrairement à la situation habituelle des garnis, on y retrouvait une faible majorité de femmes. À l'arrière d'une petite cour, il y avait un autre bâtiment dont le rez-de-chaussée avait été loué, plus tôt dans le siècle, comme étable à un nourrisseur mais qui était alors utilisé comme remise par un charretier. Au demi-étage au-dessus, ajouté pour gagner de l'espace de location, se trouvait un cabinet loué à 80 francs. Au premier étage, une chambre avec feu, louée à 160 francs, deux cabinets à 60 et 80 francs et un autre, qu'on pouvait atteindre avec une échelle, à 80 francs. Au deuxième étage, une chambre avec feu louée à 180 francs, prolongée d'un cabinet à 60 francs. Au dernier étage se trouvait une plus grande chambre, avec feu, louée à 200 francs. Comme les autres immeubles, celui-ci constitue, donc, une mosaïque dont les diverses installations signifiaient que, aussi pauvres qu'aient été la plupart des résidents qui y habitaient, leurs situations respectives étaient variables.

89 . Ils avaient aussi la réputation d'être dangereux lors des insurrections. Marx, qui qualifiait les pauvres urbains d'« armée de réserve du travail », appelés au service lors des périodes de grande activité et renvoyés à la pauvreté lors des crises, les appelait aussi « lumpenprolétariat », les fantassins mercenaires contre-révolutionnaires de la Deuxième république. À l'autre extrémité du spectre idéologique, l'historien Hippolyte TAINÉ croyait qu'il y avait eu pendant la Terreur une foule conscripte constituée par « les ouvriers instables, les vagabonds de la ville et de la campagne, les habitués d'hôpital, les souillons de mauvais lieu, la populace dégradée et dangereuse, les déclassés, les pervers, les dévergondés, les détraqués de tout espèce. », *Les Origines de la France contemporaine. La Révolution*, Paris, Éditions Hachette, édition de 1896, III, pp. 471-472.

90 . Nous n'avons pu utiliser deux types de sources sérielles auxquelles on aurait pu penser : les statistiques relatives à la criminalité et à la bienfaisance. Aucune des deux n'a survécu aux incendies de la Commune.

91 . Arch. Ass. publ., Hôpital de la Salpêtrière 1Q2/169-171. Registres des entrées, 1859-1865.

92 . La journalière Catherine Reiter, une veuve de 43 ans née dans le Grand Duché du Luxembourg, vivant au 12 de la rue du Bon-Puits, y a été envoyée en mars 1863 alors qu'elle était au stade terminal d'un cancer de l'utérus et elle est décédée six semaines plus tard.

93 . L'une d'entre elles était Marie Laisné, une veuve de 70 ans de Dricourt dans les Ardennes, qui avait vécu au numéro 10 de la rue du Mûrier et travaillé comme fabricante de paniers.

94 . 9533 femmes furent admises à l'hôpital pendant cette période. L'établissement avait une capacité d'accueil de 4 901 lits (dont 1 440 pour les malades mentales et 3 461 pour les femmes âgées ou infirmes).

95 . Arch. Ass. publ., Hôpital de Bicêtre 1Q2/116-118 Registres des admissions 1860-1865. On compte au total 8312 admissions pendant cette période.

96 . Tel a été le cas de Andrew Scott, âgé de 38 ans, musicien de la rue célibataire né en Grande-Bretagne et vivant au 25 de la rue Traversine. Il fut admis en mai 1864 et relâché six mois après. Même si certains travaux existent sur ce sujet (dont Yannick RIPA, *La ronde des folles. Femmes, folie et enfermement au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Aubier, 1986), il reste encore à faire pour comprendre la différence de traitement entre les hommes et les femmes en soins psychiatriques.

97 . Les registres ne sont pas tous accessibles aux Arch. Ass. publ.. Le nombre total des admissions pour les deux sexes est de 18, 637. 131 hommes et 58 femmes de nos rues ont été envoyés à l'un ou l'autre de ces établissements. Nous n'avons pas comptabilisé ceux qui ont été arrêtés plus d'une fois. Ajoutons que l'indication de « sans asile » ou de sans domicile y est rare.

98 . Tel est le cas de Jean-Michel Gazengel, 63 ans, vivant au numéro 3 de la rue du Bon-puits, chanteur de rue aveugle. Il venait de Saint-Martin de Laudrelle (Manche) et fut arrêté pour vagabondage pour la septième fois en décembre 1865. La présence de gens ayant un handicap physique est une constante dans ce genre de zone urbaine. Voir Paul A. JARGOWSKY, *Poverty and Place. Ghettos, Barrios, and the American City*, New York, Russell Sage Foundation, 1996, pp. 103-104, qui se sert des données du recensement américain de 1990 pour calculer qu'un adulte masculin sur douze dans des zones économiquement défavorisées souffrait d'un handicap qui, en partie ou complètement, l'empêchait de travailler.

- 99 . Eugène BURET, *De la misère des classes laborieuses en Angleterre et en France*, Paris, Éditions Paulin, 1840, 2 vol., I, pp. 264-265. Les chiffres de Buret concernent l'année 1836 et le pourcentage qu'il calcule est 37,6%.
- 100 . Seuls 134 des 736 décès sont survenus à l'hôpital. Comme c'est le cas pour la ville en général, une proportion des décès à domicile s'explique par la mortalité infantile fort élevée.
- 101 . Les données publiées dans *Recherches statistiques sur la ville de Paris...*, ouv. cité, (VI, pp. 558-559) montrent que pendant la période quinquennale entre 1852 et 1856, une moyenne de 19,8% des naissances dans la capitale ont eu lieu à l'hôpital, mais 51,1% de celles du XII<sup>e</sup> arrondissement ancien. Elles évoquent également le fait que la proportion de 31,8% de naissances hors mariage observées pour l'ensemble de la ville, était de 51,7% pour le XII<sup>e</sup> arrondissement ancien.
- 102 . C'est-à-dire 20 naissances sur 345 sur une période de trois ans (1863-1865).
- 103 . Nous avons pu vérifier ces résultats par une analyse des admissions à l'hôpital de la Maternité même. Sa clientèle provenait exclusivement des classes populaires et celles qui y accouchaient étaient majoritairement des femmes seules ou des femmes mariées très pauvres. Scarlett BEAUVALET-BOUTOURYE, *Naître à l'hôpital au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions Belin, 1999, p. 143, a calculé que, pendant la période 1860-1880, 71,8% de celles qui y ont donné naissance à un enfant étaient célibataires, 22,6% mariées et 5,6% veuves. Elle montre aussi que, parmi la clientèle, huit femmes sur dix n'étaient pas nées dans le département de la Seine – ce qui peut résulter de l'importance du nombre des domestiques dont neuf sur dix étaient migrantes. Compte tenu de la honte attachée au fait d'accoucher à cet hôpital et de la mortalité qu'on y retrouvait (le taux de mortalité des accouchées était en hausse pendant les années 1860, possiblement à cause d'une croissance des cas de fièvres puerpérales), le nombre de femmes en provenance de nos rues pourrait constituer un autre indice du chiffre des célibataires qui accouchaient sans aide. Notre analyse montre que, des 9, 058 patientes à la Maternité entre 1861 et 1865 seulement 17 provenaient de nos rues. De celles-ci, 16 s'identifiaient comme célibataires et une sur trois était domestique. L'âge moyen était de 23,8 ans alors que trois avaient moins de 20 ans. (Arch. Ass. publ., Port-Royal 1Q2/57-60 registres des admissions).
- 104 . Nous avons examiné 8 000 admissions inscrites dans les registres pour trouver que seulement 31 enfants de nos rues ont été envoyés aux Enfants trouvés, dont dix y étaient envoyés de façon temporaire parce que leur mère était malade ou donnait naissance à un autre enfant (entre le quart et le tiers de tous les enfants qu'on y trouvait étaient réclamés par leurs parents après quelques jours ou quelques semaines). Parmi les enfants réellement abandonnés, seuls 10% étaient des enfants légitimes. De telles proportions et de tels abandons ne révèlent pas l'existence de groupes vivant dans la promiscuité et trouvant refuge dans l'anonymat des zones pauvres et densément peuplées. (Arch. de Paris, Enfants abandonnés, Registres des enfants laissés en dépôt, 401-406, 1864-1865). Nous avons tenté un dernier test, ambigu, relatif aux comportements sexuels, soit une analyse des admissions aux hôpitaux où étaient traités les malades atteints de maladies vénériennes. Ce test est ambigu pour plusieurs raisons. L'une d'entre elles est que le contact sexuel ne constitue pas la seule forme de transmission de ces maladies et un petit nombre de ceux qui étaient envoyés à ces hôpitaux ne faisaient que présenter les symptômes des maladies vénériennes. Ces maladies étaient toutefois des maladies répandues et difficiles à traiter : une moyenne annuelle de 1 230 femmes et de 3 202 hommes ont été admis aux deux hôpitaux spécialisés pendant les années 1860-1865 et ils y ont séjourné plus longtemps que ceux qui étaient admis aux hôpitaux généraux. Seulement 24 des 7 381 femmes admises habitaient nos rues et 119 des 19 214 hommes, ce qui représente cinq femmes et vingt hommes par année. (Arch. Ass. publ., Hôpital Broca-Lourcine (femmes) Registres des entrées 1Q2/134-136, 1860-1865, Hôpital du Midi (hommes) 8/79-85, 1860-1865).
- 105 . D'autres sources sérielles auraient pu être consultées pour connaître les habitants de nos rues. Les listes électorales, dans un système politique fondé sur le suffrage « universel », quoique uniquement masculin, constituent l'une d'elles. Ces listes ne sont cependant pas complètement représentatives car elles ne contiennent que la moitié des noms des électeurs. Quoiqu'il en soit, aucune ne subsiste d'ailleurs pour le V<sup>e</sup> arrondissement et nous n'avons donc pas pu nous en servir.
- 106 . Les délais moyens dans Paris étaient de 55,2% à l'intérieur de trois jours et de 60,1% pendant la première semaine. Voir Barrie M. RATCLIFFE, « Workers and Religion in Mid-Nineteenth-Century Paris, » dans *Historical Reflections/Réflexions historiques*, 24, 1998, pp. 283-327.
- 107 . Des 664 baptêmes de nouveaux-nés dont les parents habitaient nos rues, (sur un total de 3 716 à l'Église Saint-Nicolas-du-Chardonnet pendant les six années 1860-1865), 61,3% étaient pratiqués à l'intérieur de trois jours et 72,9% à l'intérieur d'une semaine après la naissance de l'enfant. Arch. de Paris, Archevêché Saint-Nicolas-du-Chardonnet. Registres des Baptêmes 3028-3033 (1860-1865).
- 108 . Les données provenant des églises proches, soit celles de Saint-Médard et de Saint-Etienne-du-Mont semblent démontrer que la rapidité avec laquelle les enfants de nos rues étaient baptisés était légèrement plus forte que le reste de la zone habitée par les classes populaires : les moyennes sont de 40,3 et de 59,6% pour nos rues alors que ces pourcentages sont de 34,8 et 55,9% pour les secteurs populaires en général.
- 109 . Nous avons effectué ces calculs avec difficulté en combinant quatre types de sources : les recensements publiés ; les registres manuscrits de recensements du Ve arrondissement ; les registres

paroissiaux, procès-verbaux du Consistoire et rapports annuels de pasteurs conservés aux AEEL (Archives de l'Église Évangélique luthérienne) ; les certificats de mariage et actes de notoriété conservés aux Archives de Paris. A partir de ces différentes sources, on peut estimer le nombre de Hessois dans nos rues à environ 250, conclure qu'ils sont regroupés à une demi-douzaine d'adresses et que leur ratio homme/femmes (104) révèle un équilibre entre les genres inhabituel dans les groupes de migrants (ceci inclut tous les âges et non seulement des adultes car dans les registres de recensement nous ne disposons pas de ventilation par groupe d'âge). On peut déterminer, aussi, les Hessois non spécialisés ne commencent à arriver à Paris qu'au milieu des années 1840 et leur immigration s'accélère tout au long des deux décennies suivantes. Les estimations du nombre de Hessois à Paris faites par les pasteurs germanophones qui les évangélisaient tournent autour de 2 000 à 3 000 pour les deux arrondissements où ils sont concentrés, les V<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> (principalement à La Villette). Les fonds de l'Hessisches Staatsarchiv Darmstadt ne nous aident guère à mesurer les flux migratoires hessois. Les registres des 10 000 migrants qui quittèrent définitivement la Hesse au XIX<sup>e</sup> siècle n'indiquent que 46 personnes ayant choisi la France comme pays de destination et les registres du mouvement des migrants temporaires ont été détruits pendant la Deuxième Guerre mondiale.

110 . Ils sont venus de la région montagneuse du Nord du Duché de Hesse. Leurs parents occupaient des emplois non spécialisés : 46,8% des pères étaient journaliers, 30,5% propriétaires paysans (échantillon total : 141) ; l'occupation des mères était moins souvent mentionnée mais, sur les 124 identifiées, 70% étaient journalières et 27,4% propriétaires paysannes.

111 . Nous avons identifié 747 personnes (312 époux et 435 témoins) à partir des certificats de mariage. Cet échantillon contient un biais malheureux en faveur des hommes car les témoins, d'après la loi française, devaient être de sexe masculin. La nature des occupations féminines n'en est pas moins évidente. 80,0% des femmes étaient journalières, donc non spécialisées et 16,8% balayeuses. De la même façon, le type d'emploi des hommes est univoque : 71,5% étaient journaliers et 23,8% balayeurs et cantonniers. Comme tous les Hessois du V<sup>e</sup> arrondissement n'habitaient pas nos rues, nous avons cherché à savoir si les emplois des autres étaient comparables à ceux de nos rues. Nous avons ainsi découvert que 71,9% des 239 hommes dont nous avons pu établir le métier étaient journaliers, alors que 17,6% étaient balayeurs et cantonniers. Des 55 épouses, 41 étaient journalières et 5 balayeuses. De façon plus significative (parce que les nombres impliqués sont supérieurs), nous avons examiné tous les certificats de mariages impliquant des Hessois dans le XIX<sup>e</sup> arrondissement (devenu le lieu d'habitation de la plus importante communauté hessoise dans les années 1860). Sur 368 époux, 309 (84,0%) étaient journaliers et 31 (8,4%) balayeurs et cantonniers. Il se peut par ailleurs que le balayage de rue ait été, dans certains cas, le dernier recours de personnes âgées et de personnes incapables de faire un autre travail. C'est certes ce que suggère Henry MAYHEW sur les balayeurs de rue à Londres au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle (*London Labour and the London Poor...*, ouv. cité, II, p. 194-228). Cela ne semble cependant pas être le cas à Paris. Les Hessois, probablement de tous les âges, en sont venus à dominer ce métier. Ce n'est toutefois pas avant le recensement de 1891 que nous pouvons établir la pyramide des âges dans ce service. À cette date, plus de la moitié des hommes qui y travaillaient (56,0%) étaient âgés de 40 ans et moins et 31,3% avaient entre 41 et 59 ans. Les femmes étaient légèrement plus âgées : 20% avaient 40 ans et moins et 61,2% entre 41 et 59 ans. Ces proportions ont été calculées à partir des données des Arch. de Paris, D<sup>1</sup>M<sup>8</sup>/6 « Recensement du 12 avril 1891. Relevé spécial des professions à Paris ».

112 . Quand le fameux illustrateur Henri Monnier demanda à un balayeur de rue de poser pour lui et lui expliqua qu'il le voulait pour modèle, le balayeur lui répondit tristement, « modèle de misère ». Cité dans Émile de la BÉDOLLIÈRE, *Les Industriels, métiers et professions en France*, Paris, Editions Janet, 1842, p. 146.

113 . Des 151 mariages impliquant des Hessois dans nos rues, 140 (92,7%) ont requis les services d'un interprète (comme le Code Napoléon l'exigeait lorsque aucun des époux ne parlait le français). Les mariages entre Hessois dans le reste de l'arrondissement (un total de 49) confirment que cette situation était représentative : 39 d'entre eux (79,6%) ont nécessité l'aide d'un interprète.

114 . Les deux époux provenaient de la même région et avaient les mêmes caractéristiques. 91,4% des mariages étaient homogames et, des 13% qui ne l'étaient pas, 7% étaient des unions entre germanophones. De la même façon, de très haut degrés d'homogamie existaient dans le XIX<sup>e</sup> arrondissement ; des 199 mariages impliquant des Hessois entre 1860 et la fin de 1869, 160 (83,4%) étaient célébrés entre deux Hessois. Si on y ajoute les mariages entre un Hessois et un ou une autre germanophone, le pourcentage s'élève à 98,0%.

115 . 92,7% des époux de nos rues habitaient à la même adresse contre 96,0% de ceux du reste de l'arrondissement.

116 . Nous avons appliqué aux Hessois les mêmes tests que ceux que nous avons appliqués à l'ensemble des résidents de nos rues, ce qui a conduit à des résultats négatifs. Aucun Hessois n'est mort à l'hôpital et on ne retrouve qu'une naissance à l'hôpital (une balayeuse de rue vivant au 14 de la rue du Paon en 1862). Aucun Hessois ou Hessoise de ces rues n'a été envoyé à l'hôpital des Vénériens et un seul enfant hessois a été abandonné aux Enfants trouvés parce que sa mère était décédée à sa naissance. Parmi ceux

qui se sont retrouvés à la Salpêtrière ou à Bicêtre pour problèmes psychiatriques ou comme vieillards indigents, un seul provenait de nos rues : Louis Schomberg, un balayeur de 20 ans de la rue du Paon, en septembre 1864. Il fut renvoyé dans le Hesse un an plus tard.

117 . Aucun Hessois n'a été envoyé au Dépôt de mendicité ni au Dépôt de la Préfecture, même si un journalier et un balayeur hessois vivant à la Place Maubert dans le V<sup>e</sup> arrondissement l'ont été.

118 . Le Ministère de la justice publiait des statistiques annuelles indiquant la profession et la nationalité de toutes les personnes arrêtées dans le département de la Seine. Même si ces statistiques agrégées identifient les Hessois, elles ne donnent évidemment pas leur adresse. Si l'on compare ces chiffres avec ceux du recensement pour les « Allemands » (la catégorie « Allemand » dans les recensements comprend non seulement ceux qui, à partir de 1871, auront la nationalité allemande mais aussi les Luxembourgeois et les Austro-Hongrois) et avec notre propre estimation du nombre de 3 000 Hessois à Paris à un moment ou l'autre, les résultats peuvent dire approximativement si les arrestations de ces derniers étaient exceptionnellement élevées ou basses. Pour établir notre estimation, nous avons analysé les données pour la période de 1860 à 1869 et calculé la moyenne de ces dix ans. Nous devons cependant être conscients que les arrestations constituent peut-être moins des indicateurs du niveau de la criminalité que de la vulnérabilité de certains groupes à être arrêtés : 42,2% de toutes les personnes arrêtées pendant les années 1860 l'ont été pour n'avoir eu aucun moyen visible de survie (certains, bien sûr, plus d'une fois) ; seulement la moitié des arrêtés était accusés d'un délit criminel et un sur dix était relâché immédiatement sans accusation. En même temps, certains étaient plus susceptibles que d'autres d'être arrêtés : les hommes constituaient 85% des arrestations, les journaliers un quart, les étrangers 8% (alors qu'ils représentaient 4,8% de la population du département de la Seine en 1861 et 5,5% en 1866). Ce n'était cependant pas le cas des « Allemands » qui représentaient 17,4% des étrangers arrêtés (alors que les recensements de 1861 et de 1866 établissent – probablement en la sous-estimant – leur proportion parmi les étrangers du département à 30,7 et 28,9%). C'est encore moins le cas des Hessois qui représentaient seulement 2,8% des « Allemands » arrêtés alors qu'ils constituaient 10% des « Allemands » (Calculs faits à partir des données annuelles du *Compte général de l'Administration de la justice criminelle en France pendant l'année...*, Paris, Imprimerie Impériale, 1861-1870).

119 . On ne compte aucun Hessois parmi les 2 799 corps identifiés aux registres de la Morgue pendant la période de 1860-1865. Les cadavres qu'on y retrouvait étaient ceux de personnes décédées dans les espaces publics (les rues, mais le plus souvent la Seine). Ces décès résultaient surtout de suicides mais pouvaient aussi être le résultat d'un accident ou d'une mort subite.

120 . Cette terminologie heureuse a été suggérée par Paul-André ROSENTAL, « Maintien/Rupture : un nouveau couple pour l'analyse des migrations », dans *Annales E.S.C.*, 6, 1990, pp. 1-31.

121 . À propos de ces politiques dans le Duché de Hesse et dans les États voisins du sud de l'Allemagne, voir Klaus-Jürgen MATZ, *Pauperismus und Bevölkerung : Die gesetzlichen Ehebeschränkungen in den Süddeutschen staaten während des 19. Jahrhunderts*, Stuttgart, Klett Cotta, 1980.

122 . Arch. de Paris, D<sup>13</sup>U<sup>1</sup>/38-47 Fonds des justices de paix (V<sup>e</sup> arrondissement). Le nombre total de témoins est de 348 dont 56,9% avaient moins de 30 ans ; 68,1% moins de 36 ans ; 78,74% moins de 40 ans et 92,0% moins de 50 ans. Nous avons retenu les témoins des actes de notoriété parce qu'ils étaient, pour chaque acte, au nombre de sept, parce que l'âge des époux – que nous aurions pu utiliser – risquait de ne pas être représentatif de la colonie. Selon la loi française, les témoins devaient être âgés de 21 ans mais pouvaient avoir un lien de parenté avec la personne dont ils authentifiaient l'identité.

123 . Steve HOCHSTADT, *Mobility and Modernization: Migration in Germany, 1820-1989*, Ann Arbor: University of Michigan press, 1999) pp. 202-203.

124 . Sur 278 mariages de Hessois dans le V<sup>e</sup> arrondissement et 1 668 individus appelés à signer un certificat de mariage, seulement 5 (0,3%) étaient incapables de le faire. Ceci ne constitue qu'une mesure approximative mais confirme ce que nous savons sur la scolarisation dans le Duché de Hesse. L'importance de l'alphabétisation pour faire face à la misère (par rapport à la lecture de la Bible) est une autre question. Un quart des ouvriers parisiens du bâtiment étaient encore analphabètes en 1860 (Chambre de commerce de Paris *Statistique...1860*, ouv. cité, p. XLI), mais un grand nombre d'ouvriers migrants du Massif central n'en étaient pas moins capables d'utiliser avec succès la ville à leurs fins.

125 . Barrie M. RATCLIFFE, « Manufacturing in the Metropolis: The Dynamism and Dynamics of Parisian Industry at the Mid-Nineteenth Century », dans *Journal of European Economic History*, 23, 1994, pp. 263-328.

126 . Comme le suggère Jacques ROUGERIE, « Remarques sur l'histoire des salaires à Paris au XIX<sup>e</sup> siècle », dans *Le Mouvement social*, 63, 1968, pp. 71-108. Compte tenu des larges disparités dans les échelles de salaires, de l'importance de l'économie familiale et de la complexité de l'économie parisienne, des recherches supplémentaires seront toutefois nécessaires avant que nous puissions conclure de façon définitive sur cette question.

127 . Chambre de commerce de Paris, *Statistique...1860*, ouv. cité, pp. XXXV-XXXVI et p. 994.

128 . Luigi CERRUTI, « Cenni statistici sull'industria e sul commercio nel distretto di Parigi », dans *Bollettino consolare, I (1861-1862)*, pp. 561-600. Ce travail constitue une excellente analyse statistique contemporaine de la communauté italienne à Paris.

129 . L'emploi de balayeur constituait une niche d'immigrants dominée par les Hessois, une domination facilitée par le fait que les balayeurs travaillaient par groupe de cinq ou six, supervisés par l'un d'eux sorti du rang. Voir Ludwig BAMBERGER, « La colonie allemande » dans *Paris-Guide par les principaux écrivains et artistes de la France*, Paris, Librairie internationale, 1867, pp. 1017-1042. Les migrants étaient également majoritaires parmi les paveurs. Des 350 nominations au poste de cantonnier du service municipal entre 1856 et 1870, seulement deux personnes étaient nées à Paris (calculé à partir de l'information sur chaque personne nommée (Arch. de Paris, VONC/168 « Nominations de cantonniers, 1856-1870 »).

130 . Trois indices vont dans ce sens. Le premier est que les ratios entre les hommes et les femmes des Hessois de nos rues (120) sont mieux équilibrés que ceux des autres groupes d'immigrants à Paris. Un deuxième indice repose sur le nombre de mariages hessois disproportionné à leur population totale. Le fait que certains de ces mariages impliquaient la reconnaissance d'enfants nés hors mariage et venus à Paris avec leurs parents constitue le troisième indice.

131 . Parmi 299 époux de nos rues, 22,4% avaient un ou deux parents vivant avec eux alors que 37,1% avaient des frères, cousins ou oncles à Paris. Comme les témoins ne pouvaient être que des hommes et devaient avoir au moins 21 ans, ces proportions sous-estiment probablement la situation réelle.

132 . C'était aussi le cas d'autres groupes d'Allemands à Paris. Les ébénistes et les cordonniers disposaient souvent de leurs propres garnis ou étaient regroupés dans des *deutsche hoefe*. Chambre de commerce de Paris, *Statistique...1847-1848*, pp. 159 et 230 ; Ludwig BAMBERGER, « La colonie ... », chapitre cité.

133 . Nous avons le nom de 1 143 Hessois dont l'adresse apparaît sur des certificats de mariage pendant les années 1860-1865. De ceux-ci, 734 vivaient dans nos rues. Les quatre cinquièmes étaient concentrés à six adresses. Ces adresses sont, en ordre décroissant, le 14 de la rue du Paon (19,6% des Hessois de ces rues) ; le 27 de la rue Traversine (14,0%) ; le 13 de la rue du Mûrier (13,8%) ; le 19 de la rue d'Arras (12,5%) ; le 22 de la rue Traversine (11,0%) et le 31 de cette même rue (9,3%). Ceci suggère que la moitié des Hessois de l'arrondissement vivaient dans seulement six immeubles. La concentration résidentielle pourrait être encore plus importante si on y ajoutait toutes les personnes de langue allemande également dans ces rues.

134 . Arch. de Paris, D<sup>12</sup>U<sup>1</sup>/38-65. Le nombre total de témoins était de 491. De ceux-ci, 85,3% vivaient dans l'arrondissement, 65,4% dans nos rues et 33,2% à la même adresse que la personne sans papier dont ils attestaient l'identité.

135 . Afin de vérifier si la concentration résidentielle dans nos rues était un cas à part même dans la colonie hessoise, nous avons analysé l'adresse des époux et leurs témoins des mariages du XIX<sup>e</sup> arrondissement entre 1860 et 1869. Plus de la moitié d'entre eux (55,2%) se retrouvaient dans seulement deux rues, les rues de Meaux et du passage Saint-Nicolas, toutes deux au sud du bassin de la Villette et au nord des Buttes-Chaumont. Les immeubles qu'on y trouvait étaient surchargés et sans facilités.

136 . Nicolas Fox était au 14 de la rue du Paon (où il louait un rez-de-chaussée et un petit garni), Louis Fuchs au 27 de la rue Traversine (où il possédait un immeuble acheté au prix de 10 426 francs en 1843), alors que Johann Gaspard Fischer tenait un commerce de marchand de vin au 22 de la même rue (son certificat de mariage conservé aux Archives de l'Église luthérienne mentionne que, lorsqu'il s'est marié en juin 1851, il était cordonnier ; un acte de notoriété datant du 14 septembre 1863 révèle que ses deux parents étaient journaliers, vivaient à la même adresse que lui ainsi que son épouse également journalière. Il se peut qu'ait aussi été hessoise la famille d'un locataire principal à une quatrième adresse du secteur où les Hessois étaient concentrés. Mutterer, au 31 de la rue Traversine, était aussi journalier, mais nous n'avons pu le vérifier. Il est toutefois certain que Jacob Reh, qui louait un débit de boisson du principal locataire et logeur au 41 de la rue Traversine, était Hessois. Après la démolition de ces rues, Reh suivit ses compatriotes à La Villette où de nouveau il s'établit marchand de vin. Ces commerçants ont été identifiés grâce aux certificats de mariage, naissance et décès de Hessois et aux actes de baptême, mariage et sépulture conservés aux l'AEEL.

137 . Les pasteurs Reichard et Bodelschwingh (ce dernier ayant connu une carrière évangélique exceptionnelle) écrivent en 1863 : « Les Allemands, surtout les Hessois et quelquefois aussi les Alsaciens, emportent de leur pays des usages pieux [...]. Il est rare de trouver des familles qui n'aient emporté de leur pays soit leur Bible, soit un livre de prières, soit un recueil de cantiques. » AEEL, Rapport du pasteur sur La Villette-Belleville pour l'année 1862 (23 septembre 1863).

138 . AEEL, Rapport du Pasteur Albert Matter pour l'année 1860 (6 mars 1861). Il commentait aussi la pratique religieuse des Hessois : « Si les sentiments religieux ne sont pas très développés, ils sont du moins exacte[s] dans l'accomplissement de leurs devoirs religieux, les enfants sont apportés au baptême dans les quatre jours qui suivent la naissance, les indifférents même croient convenable de se présenter une fois par an à la Sainte Cène. Mais ces formalités une fois accomplies, un grand nombre d'entre eux

se flattent d'avoir payé leur dette à Dieu et à l'Évangile. » Celui qui lui a succédé comme pasteur était plus généreux : « Les Hessois ont l'habitude de fréquenter les cultes, tiennent aux sacrements, aiment les visites du Pasteur dans les cas de maladie surtout, demandent l'assistance du Pasteur aux enterrements. » Rapport du pasteur Mast pour 1863 (2 mai 1864). Peu importe que l'un ou l'autre ait été le plus près de la vérité, il n'en demeure pas moins que le sentiment religieux était plus développé parmi les Hessois que parmi les classes populaires à Paris à cette époque.

139. Les Églises luthérienne et réformée ont instauré l'*Œuvre évangélique des mariages* en 1857, imitant ainsi la Société Saint-François Régis, fondée précédemment par les catholiques. De 1857 jusqu'à la fin de l'année 1865, elle avait favorisé le mariage de plus de 1 000 couples, ce qui représente une petite proportion par rapport aux mariages entre catholiques mais qui implique un grand nombre de Hessois. Pour un aperçu du travail de ces organismes de charité, voir notre article, « Popular Classes and Cohabitation in Mid-Nineteenth-Century Paris, » dans *Journal of Family History*, 21 1996, pp. 316-350.

140. La chapelle luthérienne du quartier Saint-Marcel offrait une école du dimanche et des asiles pour enfants, mais les rapports annuels de la paroisse ne fournissent aucun chiffre sur le nombre d'enfants desservis. Des écoles primaires pour les enfants de sept ans et plus offraient des classes séparées en français et en allemand pour une somme nominale mensuelle de 10 centimes par enfant. Les rapports paroissiaux aux AEEL indiquent que, pendant la période de 1860 à 1865, une moyenne de 144 enfants fréquentaient les classes d'allemand. Le Consistoire et les missions évangéliques allemandes subventionnaient ces classes. Voir aussi Wilfried PABST, « Écoles allemandes à Paris. Notices sur l'évolution de la colonie allemande à Paris (1858-1914) », dans *Francia*, 8, 1980, pp. 667-679.

141. L'aide financière était minimale parce que l'Église luthérienne à Paris manquait de fonds de façon chronique. Cette situation était aggravée par la pauvreté des nouveaux venus en progression rapide pendant les années 1850 et 1860. Cela signifie qu'en position de maladie ou de chômage, les Hessois devaient compter sur l'aide informelle de leur communauté. Nous avons analysé les listes des sociétés de secours mutuels créées à Paris à partir de 1849 (Arch. de Paris, 1315 W/112-115) mais, alors que plusieurs autres groupes d'immigrants s'étaient dotés de telles institutions, il semble bien que les Hessois ne l'aient pas fait. Il se peut cependant, mais nous n'en avons pas de preuve, que le système de charité mis sur pied par l'ambassade prussienne à Paris en 1844 (la *Hilfsverein für notleidende Deutsche*) et par la Légation du Grand Duché aient accordé quelques secours. Sur cette aide et d'autres organisations charitables pour les Allemands en France, voir Frantz Menges, « Die Deutschen Hilfsvereine in Frankreich vor dem ersten Weltkrieg » dans *Francia*, 5, 1975, pp. 359-377.

142. Qu'il s'agisse de l'espace semi-privé ou public, une caractéristique cruciale de toute ville réside dans ce que Iris Marion Young a appelé « le fait pour les étrangers d'être ensemble » (notre traduction), *Justice and the Politics of Difference*, Princeton, Princeton University Press, 1990, p. 237.

143. Et les historiens ne devraient pas traiter les photographies comme « l'œil de l'histoire » pour reprendre l'expression de Matthew Brady, le photographe de la Guerre civile américaine.

144. Ajoutons que les maçons creusois fréquentaient ces rues depuis fort longtemps. En 1739 l'abbé de Pontbriand trouva une concentration d'Auvergnats dans les rues d'Arras, Traversine et de Versailles. Voir Annie MOULIN, *Les maçons creusois. Les origines du mouvement*, Clermont-Ferrand, Institut d'histoire du Massif Central, 1994 (première édition 1986), pp. 115-116.

145. On doit ajouter aussi que si nous avons entrevu quelque chose de ceux qui ont vécu dans nos rues à un moment particulier, nous avons été incapables de déterminer l'importance des migrations intra-urbaines. Nous pouvons soupçonner l'importance des mouvements de population dans les quartiers populaires et surtout ceux de transition, mais, cela est bien connu, les sources dont nous disposons pour Paris ne nous permettent pas de les appréhender.

146. Le proverbe est cité en exergue à son ouvrage *Weapons of the Weak : Everyday Forms of Peasant Resistance*, New Haven, Yale University Press, 1985.

147. Nous avons tenté d'écouter la cause défendue par le Père Joseph Wresinski il y a deux décennies à l'effet que les défavorisés ne veulent pas que leur histoire soit écrite uniquement à partir de sources provenant des policiers et des travailleurs sociaux ; « Ils veulent pouvoir se référer à une histoire propre, authentique, attestant les situations subies, les obstacles malgré tout vaincus. » Cité par Jean IMBERT, « La parole des absents », p. 33 dans *Démocratie et pauvreté. Du quatrième ordre au quart-monde*, Paris, Éditions Albin Michel, 1991.

148. *Petits poèmes en prose*, Paris, Éditions Calmann-Lévy, édition de 1885, pp.109-110. Il est pertinent d'ajouter que le narrateur du poème en prose poursuit en affirmant avoir recréé par l'imagination le vie d'une pauvre femme mais il termine en se demandant s'il a vraiment perçu la réalité. Il conclut ainsi : « Qu'importe ce que peut être la réalité placée hors de moi, si elle m'aide à vivre, à sentir que je suis et ce que je suis ? ». Que de regarder à travers des fenêtres noires nous ait aidé ou non à vivre, nous sommes évidemment conscients que la réalité importe.

### ***Pour citer cet article***

#### Référence électronique

Barrie M. Ratcliffe, « Lieux en images – lieux imaginés à Paris au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle : déconstruction de photographies anciennes de la Montagne Sainte-Geneviève ; reconstruction d'espaces vécus », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 26-27 | 2003, mis en ligne le 19 février 2008, Consulté le 11 février 2012. URL : <http://rh19.revues.org/index734.html> ; DOI : 10.4000/rh19.734

#### Référence papier

Barrie M. Ratcliffe, « Lieux en images – lieux imaginés à Paris au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle : déconstruction de photographies anciennes de la Montagne Sainte-Geneviève ; reconstruction d'espaces vécus », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 26-27 | 2003, 17-64.

---

### ***À propos de l'auteur***

#### **Barrie M. Ratcliffe**

Professeur à l'université Laval (Canada)

---

### ***Droits d'auteur***

Tous droits réservés

---

### ***Résumé / Abstract***

Les historiens ont à peine commencé à mettre en œuvre une approche iconoclaste – *stricto sensu* – de l'utilisation de photographies, toujours trop souvent traitées de miroirs de la réalité. En fait, même si elles semblent préserver des fragments du passé qu'elles nous restituent intacts, elles sont plutôt des représentations au même titre que d'autres textes culturels. Cet article adopte cette approche critique pour étudier des photographies des anciennes rues du versant nord de la Montagne Sainte-Geneviève prises par Charles Marville en 1866 juste avant qu'elles ne disparaissent pour faire place aux nouvelles rues des Ecoles et Monge. Ses textes sont aussi un prétexte à un nouvel examen, se basant sur une combinaison de sources surtout sérielles, de l'espace physique et vécu de cette partie du V<sup>e</sup> arrondissement au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Ceci suggère que la complexe réalité d'une zone du Paris dit pré-haussmannien, qui incarne toujours le symbole même de l'état de délabrement et d'insalubrité de rues et d'immeubles qui donnaient asile à l'Autre, au dangereux, ne correspond point à l'image présentée dans les discours d'élites à l'époque et dans les analyses historiennes.

### **Imaged Places/Imagined Spaces in Paris in the Mid-Nineteenth Century: Deconstruction of Early Photographs of the Montagne Sainte-Geneviève; Reconstruction of Lived Space.**

Historians have barely begun to adopt a – literally – iconoclastic approach to the use of photographs, which are still too frequently treated as mirrors of reality. Even if they appear to preserve fragments from the past which they bring to us intact, they are in fact representations in the same manner as are other cultural texts. This article adopts this critical approach to examine photographs of the old streets on the north slope of the Montagne Sainte-Geneviève taken by Charles Marville just before they disappeared to make way for the new rue des Ecoles and the rue Monge. His texts are also the pretext for a reexamination, using mainly serial sources, of the physical and lived space of this corner of the fifth arrondissement at mid-century. This suggests that the complex reality of an area of so-called Pre-Haussmann Paris, which is still treated as the very symbol of the state of decrepitude and insalubrity of streets

and buildings that offered refuge to the dangerous Other, does not correspond to the image presented in elite discourse and historians' analyses.

***Licence portant sur le document*** : Tous droits réservés